

هنا من الأمل

EN MARGE DU SÉJOUR
DE M. CEAUSESCU EN CRIMÉE

La Roumanie paraît prête
à améliorer ses relations
avec l'U.R.S.S.

LIBRE PAGE 16

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique,
12 fr. ; Canada, 5 C\$; Danemark, 3 kr. ;
Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce,
18 dr. ; Iran, 45 rials ; Italie, 200 l. ; Japon, 120 y.
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,
1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;
Suisse, 1 fr. S.S. ; 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 8
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4297-23 Paris
Tél. Paris 26 60 72
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Début de l'« après-guerre » en Asie du Sud-Est

Après l'accord intervenu récemment entre la Thaïlande et le Laos pour la réouverture de la frontière du Mékong, l'établissement annoncé, vendredi 6 août, de relations diplomatiques entre Hanoi et Bangkok consacre, à la veille du « sommet » des pays non alignés de Colombo, la nouvelle donne dans le Sud-Est asiatique.

Cette dernière étape était la plus difficile. La Thaïlande fut pendant des années non seulement la base arrière de milliers de G.I. engagés sur les fronts indochinois, mais encore le « sanctuaire » des B-52 qui pillaient le Vietnam du Nord. A cela s'ajoutaient les rançonnages de l'histoire : le royaume de Thaïlande fut pendant longtemps l'un des ennemis héréditaires du Vietnam.

Une première tentative avait échoué en mai 1975 — au lendemain de la chute de Saigon — lors de la visite à Bangkok du vice-ministre nord-vietnamien des affaires étrangères, M. Phan Hien. Le gouvernement thaïlandais préféra, dans les mois qui suivirent, chercher du côté de Pékin des garanties contre une éventuelle agression du Vietnam. Mais, au fur et à mesure que les relations de Hanoi avec les autres pays membres de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN) tendaient à s'améliorer, il a renoncé à ce jeu de bascule.

La situation se présentait mieux pour un contact direct cette fois, après le retrait, le 20 juillet, des derniers soldats américains stationnés en territoire thaïlandais. On pouvait, cependant, se demander si la minorité de droite, très active à Bangkok dans l'armée, avait laissé une latitude suffisante à M. Pichai, ministre des affaires étrangères, pour parvenir à un accord. De toute évidence, les dirigeants vietnamiens ont cherché à lui faciliter les choses, notamment en libérant deux cents pêcheurs thaïlandais « interceptés » dans les eaux territoriales vietnamiennes.

Cette nouvelle attitude confirme la « diplomatie du sourire » que poursuivent depuis quelque temps les Vietnamiens en Asie du Sud-Est. Au cours d'une tournée, fin juillet, dans toutes les capitales de la région, M. Phan Hien s'est employé à rassurer ses interlocuteurs. Il a non seulement cherché à démanteler la politique de son gouvernement de celle de Moscou (au grand dam, dit-on, des diplomates soviétiques dans la région), mais il a aussi affirmé que son pays, qui, localement, est désormais la première puissance militaire, n'entendait pas « exporter sa révolution », cherchant ainsi à apaiser les inquiétudes de la Malaisie et de la Thaïlande.

D'une manière plus significative encore, M. Phan Hien n'a jamais condamné explicitement les régimes dominés par le capital étranger. Il a précisé que les attaques de Hanoi contre l'ASEAN visaient moins les membres de cette association que les Etats-Unis, qui tentent, selon lui, d'en faire une alliance militaire. Les Vietnamiens semblent en effet détenir désormais le « néo-colonialisme » en se référant davantage à des critères militaires qu'économiques. C'est dans cet esprit que Hanoi a salué à plusieurs reprises la politique des Philippines, qui cherchent à reprendre le contrôle des basses américaines installées sur leur territoire et à négocier un nouveau traité avec les Etats-Unis. Les représentants du Vietnam à la conférence de Colombo s'exprimaient vraisemblablement en langage analogue.

Il reste que la diplomatie du nouveau Vietnam, visant à créer une zone de paix et de neutralité en Asie du Sud-Est, passe par une amélioration de ses relations avec les Etats-Unis, qui demeurent à des degrés divers, la puissance tutélaire des pays non communistes de la région. L'orientation que prennent les pays membres de l'ASEAN dans leur politique avec le Vietnam pourrait inciter Washington à renouer le dialogue. C'est alors que commencerait véritablement l'« après-guerre » dans la région.

Le drame de Tell-El-Zaatar

La Croix-Rouge juge impossible
la poursuite de sa mission
et réclame une évacuation globale

La dégradation constante de la situation sur le terrain a entraîné vendredi 6 août le renvoi — sine die — de l'évacuation des blessés du camp palestinien de Tell-El-Zaatar. Jugeant la poursuite de sa mission impossible dans ces conditions, le Comité international de la Croix-Rouge estime que « la seule solution réellement humanitaire au problème des assiégés est une évacuation non seulement des blessés, mais de l'ensemble de la population civile vivant dans le camp ». Ce samedi matin, la radio phalangiste signale de violents combats dans le centre de la vieille ville de Beyrouth et tout au long de la ligne de démarcation.

A Damas, la formation du nouveau gouvernement syrien, qui retardait la réunion du comité tripartite, a été annoncée ce samedi matin. Présidé par le général Abdel Rahman Khleffauf, il comprend vingt-trois membres.

Nous publions le premier article de Lucien George qui succède, comme correspondant du « Monde », à Beyrouth, à Edouard Saab, tragiquement disparu le 16 mai dernier.

Vers un rapprochement des droites chrétienne et musulmane ?

De notre correspondant

Beyrouth. — Trois cent soixante-dix morts et quatre cent cinquante-cinq blessés dénombrés. La dernière enclave palestinienne progressiste en secteur chrétien, Nabaa, assiégée à leur tour, a été abandonnée à la reddition au milieu d'accusations de « trahison » dans les rangs progressistes. L'évacuation du camp de Tell-El-Zaatar suspendue. Des obus de tous calibres des roquettes et des missiles Grad se croisent dans le ciel de Beyrouth. La plupart des fronts en feu, aussi bien dans la capitale qu'en province. Tel est le bilan de la « drôle de guerre » qui est censée régner depuis le jeudi matin 5 août. S'accrochant à cette fiction, l'émissaire de la Ligue arabe, M. Khalil, parle même de la nécessité de la « consolider ».

Pourtant, ce cinquante-troisième cessez-le-feu était réputé « sérieux » puisqu'il ne résultait pas d'un quelconque accord sur le terrain, mais de la mise en application de l'accord de base syro-palestinien, « l'accord numéro trois », et d'un engagement pris par la Ligue arabe et les Palestiniens de ne pas intervenir dans la guerre civile libanaise, qui dure depuis près de dix-sept mois, est jalonnée de trêves rompues et fictives, elle n'a été marquée que de trois accords destinés à y mettre fin.

Pourt-il enterrer cet « accord numéro trois » ? En principe, pas encore, puisqu'il devrait mener à la réunion d'un comité syro-libano-palestinien, attendue depuis le début de la semaine et annoncée pour jeudi, puis pour vendredi et enfin pour samedi. Mais les dirigeants palestiniens ont cherché à lui faciliter les choses, notamment en libérant deux cents pêcheurs thaïlandais « interceptés » dans les eaux territoriales vietnamiennes.

Cette nouvelle attitude confirme la « diplomatie du sourire » que poursuivent depuis quelque temps les Vietnamiens en Asie du Sud-Est. Au cours d'une tournée, fin juillet, dans toutes les capitales de la région, M. Phan Hien s'est employé à rassurer ses interlocuteurs. Il a non seulement cherché à démanteler la politique de son gouvernement de celle de Moscou (au grand dam, dit-on, des diplomates soviétiques dans la région), mais il a aussi affirmé que son pays, qui, localement, est désormais la première puissance militaire, n'entendait pas « exporter sa révolution », cherchant ainsi à apaiser les inquiétudes de la Malaisie et de la Thaïlande.

D'une manière plus significative encore, M. Phan Hien n'a jamais condamné explicitement les régimes dominés par le capital étranger. Il a précisé que les attaques de Hanoi contre l'ASEAN visaient moins les membres de cette association que les Etats-Unis, qui tentent, selon lui, d'en faire une alliance militaire. Les Vietnamiens semblent en effet détenir désormais le « néo-colonialisme » en se référant davantage à des critères militaires qu'économiques. C'est dans cet esprit que Hanoi a salué à plusieurs reprises la politique des Philippines, qui cherchent à reprendre le contrôle des basses américaines installées sur leur territoire et à négocier un nouveau traité avec les Etats-Unis. Les représentants du Vietnam à la conférence de Colombo s'exprimaient vraisemblablement en langage analogue.

Il reste que la diplomatie du nouveau Vietnam, visant à créer une zone de paix et de neutralité en Asie du Sud-Est, passe par une amélioration de ses relations avec les Etats-Unis, qui demeurent à des degrés divers, la puissance tutélaire des pays non communistes de la région. L'orientation que prennent les pays membres de l'ASEAN dans leur politique avec le Vietnam pourrait inciter Washington à renouer le dialogue. C'est alors que commencerait véritablement l'« après-guerre » dans la région.

En d'autres termes, y aura-t-il deux délégations libanaises autonomes — la conservatrice et l'islamo-progressiste — ou une seule comprenant la seule droite chrétienne censée représenter la légitimité nationale ? Les islamistes progressistes seraient, dans ce cas, associés à la délégation palestinienne. Curieusement, dans cette crise libanaise, les deux parties, dont la participation n'est pas contestée, sont non libanaises : la Syrie et les Palestiniens.

Quoi qu'il en soit, en supposant ce cadre réglé, il apparaît que l'hypothèque mise en application de l'accord syro-palestinien risque d'être l'occasion d'un profond malentendu.

LUCIEN GEORGE

(Lire la suite page 4.)

La Somalie ne s'opposera pas à des rapports privilégiés entre Paris et Djibouti

nous déclare le président Syaad Barre

M. Olivier Sirm, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, s'est déclaré, le vendredi 6 août, « très satisfait » des entretiens que le gouvernement français vient d'avoir avec une délégation du T.F.A.I. dirigée par le nouveau président du conseil de gouvernement du Territoire, M. Abdallah Mohamed Kamil. Paris va fournir des crédits d'un montant total de 23,5 millions de francs pour aider l'économie de Djibouti. M. Kamil doit regagner le T.F.A.I. dimanche soir. Il a été reçu par MM. Chirac et Giscard d'Estaing pendant sa visite de cinq jours à Paris. Au cours de ces entretiens, il a été décidé de fixer à fin janvier 1977 le référendum sur l'indépendance. Les « rapports privilégiés » du futur Etat avec la France ne soulèveront pas d'opposition de la Somalie, a déclaré à notre envoyé spécial à Mogadiscio le président Syaad Barre.

De notre envoyé spécial

Mogadiscio. — Trois événements importants pour l'avenir de la République démocratique somalienne se sont déroulés au cours des dernières semaines à Mogadiscio : dissolution du conseil révolutionnaire suprême qui, depuis le coup d'Etat militaire du 21 octobre 1969, exerçait la totalité des pouvoirs ; constitution d'un gouvernement comportant une minorité de militaires dont le général Syaad Barre, ancien président du conseil révolutionnaire suprême, qui cumule aujourd'hui le poste de premier ministre avec celui de président de la République ; enfin, création du parti socialiste révolutionnaire somalène (P.S.R.S.) dont le programme porte sur l'application d'un « socialisme scientifique » aux réalités locales. C'est le premier mouvement révolutionnaire autorisé depuis la dissolution de toutes les formations politiques quand les militaires arrachèrent le pouvoir aux civils.

Disposant de pouvoirs encore accrus, le général Syaad Barre a répondu à nos questions après l'annonce de la formation du conseil de gouvernement de Djibouti. Il avait alors adressé un message de félicitations à M. Kamil.

« La constitution du nouveau conseil de gouvernement à Djibouti, après la démission de M. Ali Arif, lève-t-elle la dernière hypothèque qui pesait sur les rapports entre Paris et Mogadiscio ?

— Nos rapports avec la France n'étaient pas liés à la présence de M. Ali Arif. La lête du gouvernement de Djibouti, ils ne sont pas liés davantage à la désignation de M. Kamil. Ils dépendent de la seule volonté politique des dirigeants français. Nous sommes prêts, pour notre part, à développer nos relations avec la France, mais nous ignorons toujours si celle-ci est réellement animée des mêmes intentions. J'irai jusqu'à dire que je ne vois même aucun signe qui me permette de penser que nos avances puissent, pour l'instant, être payées de retour.

Après la proclamation de l'indépendance du T.F.A.I., accepterez-vous que la France entretienne des relations privilégiées avec Djibouti, y compris dans le domaine militaire ?

Propos recueillis
par PHILIPPE DECREAENE
(Lire la suite page 2.)

La deuxième sonde Viking est parvenue au voisinage de Mars

Lancée il y a dix mois, la sonde Viking-2, après un voyage sans histoire, est parvenue à son tour au voisinage de Mars. Samedi 7 août vers 14 heures (heure de Paris), ses moteurs devaient être allumés pendant trente-neuf minutes, la manœuvre a pour but de ralentir suffisamment l'engin afin qu'il ne dépasse pas la planète rouge. Il devrait se placer sur une orbite survolant la région septentrionale de la planète, où est prévu son atterrissage le 4 septembre.

Viking-2 a donc un mois pour trouver un site propice à cet atterrissage. La tâche ne sera sans doute pas aisée, car les photographies déjà prises par Mariner-9 et par Viking-1 montrent une région accidentée, trouée de nombreux cratères et parsemée de gros rochers.

La sonde Viking-1 continue ses analyses, mais son avenir peut être compromis par le nouveau blocage du bras articulé, qui lui permet de prélever des échantillons de terre martienne. Des « instructions » devaient lui être envoyées ce samedi, en vue de permettre un débloquage du bras. Les spécialistes espèrent, sans en être sûrs, que, avant la panne, le bras a pu alimenter le spectromètre destiné à analyser le sol martien, pour y détecter éventuellement des matières organiques, traces possibles d'une vie présente ou passée sur Mars.

Une analyse essentielle

L'analyse spectrométrique est essentielle, car seule elle peut confirmer ou infirmer l'indication préliminaire obtenue quant à une éventuelle activité biologique dans le sol martien. Les expériences d'incubation du sol en présence de vapeur d'eau ou d'un milieu nutritif ont mis en évidence de forts dégagements d'oxygène et de gaz carbonique (le Monde du 3 août). Il est possible, et même probable que ces dégagements aient une origine chimique et non biologique. Mais si tel n'est pas le cas, si des micro-organismes vivants sur Mars ont émis ces gaz, le spectromètre doit inévitablement trouver dans le sol martien des matières organiques. Celles-ci devraient, au contraire, être absentes s'il n'y a pas de vie sur Mars.

Le blocage du bras compromet aussi la suite de l'expérience. A partir du 16 août prochain, en effet, il devrait prélever des échantillons en un autre endroit, de façon à augmenter les chances d'une découverte. Si la panne est d'origine électronique, les techniciens ont bon espoir de la surmonter ; si c'est le moteur qui est « grillé », tous les espoirs se reporteront sur la sonde Viking-2.

M. A.

Les « colos » ont cent ans

« Retrouver la santé du corps et celle de l'intelligence »

par

MICHEL KAJMAN

du Maine », et, en 1883, par M. Edouard Cottinet, le créateur des « colonies scolaires ». C'est à partir de 1897 que les mouvements catholiques organisent à leur tour des colonies de vacances.

Le démarrage fut lent. Au début du vingtième siècle, vingt-cinq mille enfants partent en colonies de vacances. Ils sont cent mille à la veille de la première guerre mondiale, et il faut attendre les lendemains du Front populaire, et son enthousiasme en matière d'œuvres éducatives, pour voir doubler ce nombre. De 1945 à 1948, les conséquences médicales et alimentaires du second conflit mondial font passer les effectifs de trois cent cinquante mille à huit cent mille. Dès lors, l'association pour le règlement jusqu'en 1964 (1 million trois cent trente-cinq mille enfants). Depuis, les effectifs ont peu varié.

Pour de multiples raisons, les colonies d'aujourd'hui ne sont plus les « colos » d'autant. D'abord, leur dénomination officielle a changé. Il faut désormais parler de « centres de vacances ». En-

suite, le type unique de la « colo », où les adolescents côtoyaient jadis les bambins, s'est peu à peu diversifié. Aux colonies de vacances proprement dites (un peu moins de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de scoutisme (douze mille au total). A ces variantes connues il faut ajouter les plantations de dix mille en France), qui accueillent des enfants de six à quatorze ans, s'ajoutent les colonies maternelles, encore peu nombreuses (moins de cinq cents), pour les enfants de quatre à six ans, et les camps d'adolescents et de

AFRIQUE

LE VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE AU GABON

M. Giscard d'Estaing a visité Port-Gentil et Franceville

Port-Gentil. — Pour leur seconde journée au Gabon, M. et Mme Giscard d'Estaing, accompagnés de leur fils Louis, se sont rendus à Port-Gentil. Deuxième ville du pays, située sur un banc de sable, à l'embouchure du fleuve, elle assure le débouché du pétrole et du bois et, en conséquence, tient le rôle de capitale économique du pays.

Accueilli avec enthousiasme par les habitants de Port-Gentil, le couple présidentiel a pu apprécier, outre les traditionnels groupes d'animation à caractère folklorique, une véritable troupe

De notre envoyé spécial

de majorettes, M. Giscard d'Estaing, très dévoué, a rapidement visité une usine de fabrication de contre-plaqué de la Compagnie forestière du Gabon. Cette unité, qui s'étend sur 4 hectares, est, avec une capacité de plus de 85 000 mètres cubes par an, la seconde entreprise de ce type au monde. Souhaitant obtenir une plus grande intégration du secteur forestier par la transformation sur place des grumes de sa forêt, le Gabon a construit, à Kango, à une centaine de kilomètres de Libreville, une usine de contre-plaqué qui pourrait être la première à pouvoir transformer en pâte à papier l'ensemble des essences forestières équatoriales.

Si, pourtant, avec des réserves en grumes estimées à environ 30 millions de tonnes, le Gabon est le pays du bois, sa richesse actuelle découle surtout du pétrole. Celui-ci a fourni en 1975 102 milliards de francs C.F.A. sur un ensemble de recettes de 163 milliards de francs C.F.A. Après le bois, le président de la République s'est donc intéressé à cette seconde ressource. Il s'est rendu en hélicoptère sur la plate-forme de gisement de Grondin, le plus important de ceux qui sont actuellement exploités, avec une production, en 1975, de 3 270 000 tonnes sur un total de 13 755 800 tonnes. Depuis les diverses plates-formes marines, un réseau d'oléoducs draine le pétrole vers le terminal de Cap-Lopez.

Déjeuner

sur une plate-forme de forage

Les deux présidents et leur suite ont déjeuné sur l'impressionnante plate-forme Grondin, qui, outre sa fonction pétrolière, se présente comme un véritable hôtel au milieu des flots, et peut héberger cinquante personnes. A peine revenus de la plate-forme, les deux présidents se sont envolés pour Franceville, ville natale de M. Omar Bongo, située au sud-est du Gabon, à 150 km, fondée en 1880 par Pierre Savorgnan de Brazza, qui avait entrepris de reconnaître les sources de l'Ogooué.

Après avoir remercié les autorités pour la chaleur de l'accueil populaire qui lui était réservé, et admiré à cette occasion le folklore batéké, M. Giscard d'Estaing a souligné qu'il était le premier président de la République française à se rendre en visite officielle à l'intérieur du Gabon. Après quoi les deux couples présidentiels se sont retirés dans la propriété privée de M. Omar Bongo.

Samedi matin, M. Giscard d'Estaing et Mme Giscard ont survolé en hélicoptère les chutes de Bounara et le Sombou. Les programmes d'équipement énergétique sont en cours de réalisation dans cette région. Mais le gouvernement gabonais souhaite les développer davantage en créant en amont de Kingoué un barrage-réservoir sur la rivière M'Bel. Les deux couples se sont entretenus de ce projet. Ils devaient regagner en fin de matinée Libreville où le président de la République effectuait un déjeuner à la résidence de l'ambassadeur de France.

THIERRY PFISTER.

● Commentant la vente de centrales nucléaires françaises à l'Afrique du Sud, l'agence officielle algérienne A.P.F. écrit le 8 août : « Ce contrat est considéré comme un acte flagrant de soutien au régime maoïste par la communauté internationale. »

● La France n'a pas voulu tenir compte ni des intérêts du peuple de l'Afrique du Sud ni des protestations qui se sont élevées en Afrique et partout dans le monde. » — (A.P.F.)

SOMALIE

Les déclarations de M. Syaad Barre

(Suite de la première page.)

— Non seulement nous ne nous opposons pas à ce que la France entretienne des rapports privilégiés avec Djibouti, mais nous sommes prêts à l'appuyer pour qu'elle établisse de telles relations avec tous les Etats situés dans la région géographique à laquelle nous appartenons. Toutefois, nous estimons que la création de bases militaires étrangères constitue une forme de domination, représente une menace pour la paix mondiale, et nous nous y opposons formellement.

— Après la création du parti socialiste révolutionnaire somalien, estimez-vous que votre régime n'est plus militaire ?

— C'est une affirmation qui nécessite quelques nuances. En effet, la révolution du 21 octobre 1969 a bien été l'œuvre de militaires, ces derniers ont immédiatement accepté de transférer une partie importante des pouvoirs civils, notamment une équipe d'intellectuels compétents. Tous les dirigeants, tous les hauts fonctionnaires, étaient déjà des civils et l'existence de comités

populaires dans toutes les régions et dans tous les districts du pays accentués dès 1969 le caractère civil du nouveau régime. Les officiers membres du conseil révolutionnaire suprême ne détenaient que le pouvoir législatif. Donc, à mon sens, avant même la création du parti, le régime somalien n'était pas tout à fait un régime militaire. Après la création du parti, c'est un régime civil.

— Cette première tentative de normalisation de la vie politique implique-t-elle la résiliation d'une nouvelle Constitution ? La préparation d'élections ?

— Bien sûr, l'une et l'autre sont prévues. Un comité a été nommé pour rédiger une Constitution dont le texte sera soumis à référendum puis des élections législatives seront organisées.

— Avez-vous fixé une échéance ?

— Un délai maximum de cinq ans, mais il n'est pas exclu que tout puisse être réglé dans deux ou trois ans.

— Envisagez-vous de nouvelles nationalisations ?

— Nous ne prévoyons aucune mesure de ce genre actuellement. A ce sujet, je tiens à souligner que l'Etat ne s'est jamais attaqué à la propriété privée en tant que telle. Celle-ci n'a fait l'objet de mesures de nationalisation que lorsqu'elle était source de production, elle représentait un facteur d'exploitation des masses. Nous n'avons nationalisé ni l'industrie, ni les transports, ni l'agriculture.

— Confiquez-vous les terres délaissées par des étrangers ?

— Il y a suffisamment de terres disponibles pour tous et le développement de l'agriculture reste un de nos objectifs prioritaires. Aussi la nationalisation des terres étrangères ne s'est jamais faite et elle ne le sera pas.

— En déclarant récemment que vous êtes prêt à recourir au concours éventuel de Cuba, n'avez-vous pas pris le risque d'insulter ceux qui dénoncent déjà une prépondérance soviétique à Mogadiscio ?

— J'ai été mal compris, je me répète. D'abord, en cas où la Somalie serait l'objet de menaces extérieures, je suis décidé à faire

● M. Mohamed Ali Samatar, vice-président et ministre de la défense de la Somalie, a quitté Moscou le 7 août au terme d'une visite d'une semaine en U.R.S.S. Selon l'agence Tass, les entretiens avec les responsables soviétiques se sont déroulés dans une atmosphère amicale et constructive. — (A.F.P.)

Guerre d'usure au Sahara occidental

III. — Le Maroc dans la « victoire »

De notre envoyé spécial

P.-M. DOUTRELANT

En Sahara occidental, l'armée marocaine, qui tient solidement les villes, est harcelée partout ailleurs par les maquisards du Polisario qui circulent en toute liberté dans le désert. Les quarante-cinq mille réfugiés sahraouis, établis dans le Sud algérien, continuent cependant de vivre dans des conditions difficiles (« Le Monde » des 6 et 7 août).

Agadir. — Nous n'avons pas à El-Aoun. Après avoir tourné sept fois sa langue dans la bouche, le gouverneur d'Agadir vient de nous le dire. Ce n'est pas par hasard que, en dépit de toutes les réserves, il n'y a jamais de place pour nous dans l'aviation.

« Qu'écrivez-vous à El-Aoun ? Malheureusement, le gouverneur de la ville est absent. »

— Nous verrons ce que le Maroc y a déjà accompli.

— Il n'y a plus rien d'extraordinaire à El-Aoun. Tout le monde peut y aller librement. Nous tenons à ce que vous ne perdiez pas votre temps.

Comment répondre que nous avons cent assertions du Front Polisario à vérifier sur place ? Par exemple, que les mines de Bou-Craï ne fonctionnent plus ; qu'un ordre polaire continue de régner à El-Aoun ; qu'un exilé dans le Nord marocain des sympathisants du Front ; que les Sahraouis propriétaires de Land-Rover n'obtiennent l'essence que par bons de 10 litres, afin d'éviter leur départ pour l'Algérie ; que la circulation par route reste impossible jusqu'à Smara ; que l'armée marocaine n'est plus qu'une citadelle assiégée la nuit ; que le bel hôtel Paradis n'a même plus de gérant ; que la vie au Sahara est devenue une véritable enfer ; que les gouvernements d'El-Aoun et de Bogador campent dans le même trou-piège ; tout cela est sûrement faux. Mais, à aller y voir, nous aurions des châteaux perdus notre temps.

« Seul le roi connaît toutes les données de la situation au Sahara occidental », commente un journaliste de Babat, familier de plusieurs ministres. L'ignorance ou

l'absence de l'armée marocaine de l'évolution de l'affaire saharienne n'a, en effet, d'égal que le soutien qu'on attend de lui. Personne ne sait, hommes d'affaires, petites gens, tous sont logés à la même enseigne. Il n'y a qu'une vérité officielle : le Sahara, c'est gagné, c'est fini, c'est à jamais marocain, malgré les lâches agressions auxquelles se livrent encore de temps à autre les soldats algériens.

Les fêtes d'Essaouira

Voici Essaouira, petit port sardinier, aux murailles ocrees battues par un vent frisé. Essaouira, trente mille habitants, qui, avec les villages voisins, avait dépêché cinq mille hommes et cinq cents femmes à la « marche verte », et où le dernier hôtel ouvert, malgré les lâches agressions auxquelles se livrent encore de temps à autre les soldats algériens.

« Les hommes sont partis en chantant, les volontaires restés sur le carreau pleuraient, raconte un habitant. Au contraire, les femmes choisies pour leurs maris légitimes ont été emmenées contre leur gré. A l'aller et au retour, quelle fête ! »

— Et maintenant ?

— Jamais il n'y a eu autant de fêtes officielles. Les gens sont contents. On célèbre la victoire. Mais les combats, le Polisario ?

— Les attaques algériennes ? Il cherche la guerre, Boumediène. Il faut. Le soldat marocain a toujours été le plus fort. Le Polisario n'est que la suite d'une poignée de jeunes ambitieux qui ont voulu devenir ministres.

— Vingt fois nous aurons la même conversation. Depuis la « marche verte », c'est de nouveau le train-train quotidien. Certes, l'armée a recruté trois cents supplétifs dans la ville. Mais que de normal. Ils étaient jeunes et chômeurs. Ils avaient de bons bras, ils vont toucher une grosse solde.

Les milieux d'affaires et les cercles politiques n'en savent pas beaucoup plus. Ils admettent à peine, le soir, l'émission du Polisario sur Radio-Alger. Ils reconnaissent que tout ne doit pas être faux et singulièrement de savoir que le Maroc ou de l'Algérie, l'opinion internationale soutient. Leur crainte ? Que la prolongation du conflit ne stoppe le développement économique au moment où, dans l'élan national, on a mis la « marche verte », chacun, au Maroc, s'est mis à travailler comme il ne l'avait jamais fait.

Déjà, le tourisme a accusé le choc. D'une année sur l'autre, Agadir, la chute de fréquentation des hôtels a été de 80 %. Pour l'ensemble du pays, elle atteindrait 25 %.

— A chaque fois que se pose la question de la « marche verte », elle a changé d'attitude depuis février. On s'est mis à mieux nourrir, à parler haut, sûrs d'en avoir, que nous renouons alors dans les bars d'El-Aoun ? Les vols, amara, susceptibles, suivant aujourd'hui la touriste blonde dans les boîtes de nuit d'Agadir. Heureux de n'être plus au Sahara ? « Ça oui. Pourquoi ? Secret militaire. »

« Il faut punir Tindouf »

L'alcôve aland, les langues se délient. « Tindouf, une ville de guerre à bas, nous dit un officier qui était « pourant sur le Golan en 1973 », mais qui n'a jamais été au Sahara. C'est dur que le Sahara. Coup sur coup, il vient de faire Amgala et Bir-Moghrein en Mauritanie. Onze kilos perdus en quatre mois.

« A chaque fois que se pose la question de la « marche verte », elle a changé d'attitude depuis février. On s'est mis à mieux nourrir, à parler haut, sûrs d'en avoir, que nous renouons alors dans les bars d'El-Aoun ? Les vols, amara, susceptibles, suivant aujourd'hui la touriste blonde dans les boîtes de nuit d'Agadir. Heureux de n'être plus au Sahara ? « Ça oui. Pourquoi ? Secret militaire. »

Pourquoi ignore-t-on tout cela au Maroc ? « Il est interdit d'écrire lorsqu'on est en garnison au Sahara. » Des familles seraient sans nouvelles depuis huit mois. La solution ? « Sûrement pas l'attitude actuelle qui profite aux maquisards. » Alors quoi ? « Une guerre franche avec l'Algérie au moins une expédition punitive sur Tindouf pour empêcher le Polisario sans ménager les vies humaines. » L'absence approche : « Le commandement en a assez de perdre dix hommes par ci, dix hommes par là. Si le roi ne nous retenait pas... »

Essaouira. Il a joué pour l'instant une autre carte. En annonçant dans son discours du 9 juillet des élections générales et le lancement d'un emprunt de 1 milliard de dirhams pour le Sahara, le roi visait avec habileté plusieurs buts : relancer l'élan national né de la « marche verte » et qui dégénère en manifestations verbales, rassurer sur sa détermination les militaires impatients, impressionner Alger. Il entendait donner des pages de ses intentions démocratiques à la presse internationale.

Un communiqué du Front Polisario, publié à Alger, assure que « ces soldats sahraouis marocains ont été tués » au cours de violents combats, les 26 et 29 juillet dernier. L'affrontement le plus important se serait déroulé le 25 juillet, à Bir-Moghrein, en Mauritanie. — (A.F.P.)

vont débattre du problème saharien, leur apporter la preuve de sa bonne volonté d'améliorer le sort des populations sahraouis. Enfin, le souverain voulait purger l'économie marocaine des effets inflationnistes des dépenses militaires et de l'abandon des récoltes en cours. En deux ans, les prix de détail ont, en effet, augmenté de 35 %.

« Un enthousiasme débordant »

Le Maroc a vécu tout juillet à l'heure de l'emprunt. « La marche verte », le peuple a marché. L'armée a marché. C'est maintenant aux possesseurs de marcher, n'a pas craint de tirer le Maroc du Sahara, qui a dû consacrer dix fois presque toute sa une à l'appel du guide à laquelle le peuple aura aussi. « Réponds comme un seul homme ». C'est encore le quotidien : « Il n'est que de voir cet enthousiasme débordant et cet élan généreux et spon-

« LE MAROC NOUS ACCUEILLE BIEN »

« Passez votre chemin si vous n'êtes pas avec le roi. L'accueil est peu conforme à la tradition sahraouie. Le petit groupe d'hommes bien vêtus campant dans les landes d'Essaouira a peur. Que font-ils là, si haut, sur la côte marocaine ? Au troisième, ils racontent leur exode. »

« Ils venaient dans l'ouest Draa, maintenant entre le Maroc et le Sahara. Ils n'ont pas pu y rester. C'est devenu une zone de guerre. Ils risquent d'être tués par l'armée marocaine. Ils ont peur. Ils ont peur. Ils ont peur. »

« Ils venaient dans l'ouest Draa, maintenant entre le Maroc et le Sahara. Ils n'ont pas pu y rester. C'est devenu une zone de guerre. Ils risquent d'être tués par l'armée marocaine. Ils ont peur. Ils ont peur. Ils ont peur. »

« Ils venaient dans l'ouest Draa, maintenant entre le Maroc et le Sahara. Ils n'ont pas pu y rester. C'est devenu une zone de guerre. Ils risquent d'être tués par l'armée marocaine. Ils ont peur. Ils ont peur. Ils ont peur. »

« Ils venaient dans l'ouest Draa, maintenant entre le Maroc et le Sahara. Ils n'ont pas pu y rester. C'est devenu une zone de guerre. Ils risquent d'être tués par l'armée marocaine. Ils ont peur. Ils ont peur. Ils ont peur. »

« Ils venaient dans l'ouest Draa, maintenant entre le Maroc et le Sahara. Ils n'ont pas pu y rester. C'est devenu une zone de guerre. Ils risquent d'être tués par l'armée marocaine. Ils ont peur. Ils ont peur. Ils ont peur. »

« Ils venaient dans l'ouest Draa, maintenant entre le Maroc et le Sahara. Ils n'ont pas pu y rester. C'est devenu une zone de guerre. Ils risquent d'être tués par l'armée marocaine. Ils ont peur. Ils ont peur. Ils ont peur. »

« Ils venaient dans l'ouest Draa, maintenant entre le Maroc et le Sahara. Ils n'ont pas pu y rester. C'est devenu une zone de guerre. Ils risquent d'être tués par l'armée marocaine. Ils ont peur. Ils ont peur. Ils ont peur. »

« Ils venaient dans l'ouest Draa, maintenant entre le Maroc et le Sahara. Ils n'ont pas pu y rester. C'est devenu une zone de guerre. Ils risquent d'être tués par l'armée marocaine. Ils ont peur. Ils ont peur. Ils ont peur. »

« Ils venaient dans l'ouest Draa, maintenant entre le Maroc et le Sahara. Ils n'ont pas pu y rester. C'est devenu une zone de guerre. Ils risquent d'être tués par l'armée marocaine. Ils ont peur. Ils ont peur. Ils ont peur. »

« Ils venaient dans l'ouest Draa, maintenant entre le Maroc et le Sahara. Ils n'ont pas pu y rester. C'est devenu une zone de guerre. Ils risquent d'être tués par l'armée marocaine. Ils ont peur. Ils ont peur. Ils ont peur. »

« Ils venaient dans l'ouest Draa, maintenant entre le Maroc et le Sahara. Ils n'ont pas pu y rester. C'est devenu une zone de guerre. Ils risquent d'être tués par l'armée marocaine. Ils ont peur. Ils ont peur. Ils ont peur. »

« Ils venaient dans l'ouest Draa, maintenant entre le Maroc et le Sahara. Ils n'ont pas pu y rester. C'est devenu une zone de guerre. Ils risquent d'être tués par l'armée marocaine. Ils ont peur. Ils ont peur. Ils ont peur. »

« Ils venaient dans l'ouest Draa, maintenant entre le Maroc et le Sahara. Ils n'ont pas pu y rester. C'est devenu une zone de guerre. Ils risquent d'être tués par l'armée marocaine. Ils ont peur. Ils ont peur. Ils ont peur. »

« Ils venaient dans l'ouest Draa, maintenant entre le Maroc et le Sahara. Ils n'ont pas pu y rester. C'est devenu une zone de guerre. Ils risquent d'être tués par l'armée marocaine. Ils ont peur. Ils ont peur. Ils ont peur. »

« Ils venaient dans l'ouest Draa, maintenant entre le Maroc et le Sahara. Ils n'ont pas pu y rester. C'est devenu une zone de guerre. Ils risquent d'être tués par l'armée marocaine. Ils ont peur. Ils ont peur. Ils ont peur. »

« Ils venaient dans l'ouest Draa, maintenant entre le Maroc et le Sahara. Ils n'ont pas pu y rester. C'est devenu une zone de guerre. Ils risquent d'être tués par l'armée marocaine. Ils ont peur. Ils ont peur. Ils ont peur. »

UN CROCHE-PIED DU CALENDRIER

La mise au point de certaines questions juridiques et techniques délicates exigeant un délai, c'est avec quelques jours de retard qu'a été signé, jeudi à Johannesburg et vendredi à Paris, le contrat de vente d'un complexe nucléaire français à l'Afrique du Sud. A la date initialement prévue, le 31 juillet, les augures étaient plus favorables : les Noirs se tenaient relativement tranquilles à Soweto et M. Giscard d'Estaing n'admettait pas encore, sur les pages des journaux de Libreville, l'image de concordance raciale de son propre portrait associé à celui de M. Bongo.

Ce n'est pas le premier croche-pied que le calendrier fait au président de la République. Peu après les chaleureuses embrassades du « sommet franco-africain » de Paris, en mai dernier, l'annonce du contrat nucléaire avec l'Afrique du Sud avait été démentie quelques semaines. Le secrétaire général de l'O.U.A. dénonçait alors « l'alliance impie du mercantilisme et de l'impérialisme », tandis que M. Savorgnan de Brazza, dans un remarquable distinguo, évoquait « une affaire commerciale et non politique ».

A la veille de la signature du contrat, le président de la République vient de condamner, à Libreville, « l'apartheid » qui blesse l'homme noir et l'homme blanc dans leur commune dignité. Mais ce tourment moral ne serait-il pas quelque peu adouci par les satisfactions que donne la balance des paiements ? Là encore, tout est affaire de nuance...

Incapables d'une telle subtilité, la plupart des amis africains de la France se taisent ou bougonnent discrètement. De même qu'ils étaient si lorsque des hélicoptères français (le livra sans amercement) avaient fait merveille dans la répression des émeutes sud-africaines. L'intérêt parfois porté à la courtoisie. A moins que ce silence ne tienne seulement à la contemplation médusée de M. Giscard d'Estaing jouant à la fois, pour la défense des grands principes et la rondeur de l'escarcelle, les rôles de Don Quichotte et de Sancho Pança !

P.-J. FRANCESCHINI.

A travers le monde

Portugal

● UN ANCIEN DIRIGEANT DE LA FIDE-D.G.S. (la police politique salazariste) a été mis en liberté provisoire le 22 juillet, à-t-on appris le 6 août à Lisbonne. Il s'agit de José Barreto Ferraz Sacchetti Monteiro, ancien sous-directeur de la PIDE, arrêté le 25 avril 1974, qui, selon la « commission d'exécution de la PIDE », a été libéré parce qu'il n'a pas été arrêté. Il était depuis quatre ans déjà à la retraite. Il reste désormais moins d'une vingtaine d'anciens collaborateurs de la PIDE en prison.

La libération récente de trois autres agents, dont Abilio Pires — qui avait conduit M. Mario Soares à l'île de Sao-Tome lors de la déportation de l'actuel premier ministre socialiste — avait soulevé de vives protestations, notamment à l'Assemblée de la République. — (A.F.P.)

Zambie

● LE PRÉSIDENT ZAMBIE, M. Kenneth Kaunda, a donné l'ordre de libérer quinze étudiants et un journaliste du Times of Zambia, emprisonnés au début de l'année à la suite de manifestations antigouvernementales, à-t-on appris jeudi 6 août à Lusaka. — (A.F.P.)

Rhodésie

SALISBURY DÉNONCE UN RAID DE SOLDATS MOZAMBICAINS

Selon les autorités rhodésiennes, des soldats mozambicains ont effectué, le jeudi 5 août, trois « plus importantes incursions » en territoire rhodésien et bombardé un camp de l'armée sur la frontière entre les deux pays. Une soixantaine de soldats et de « terroristes » ont utilisé des roquettes, des mortiers, des canons sans recul et des armes automatiques, a déclaré un porte-parole militaire rhodésien, tout en précisant que l'assaut n'avait pas fait de victimes. Il n'a pas indiqué si les assaillants avaient en des pertes et a qualifié le raid de « bonne opération militaire planifiée et contrôlée par le Frontino ».

Les dirigeants rhodésiens s'attendent, en attendant, à une intensification de la guérilla à partir de la frontière zambienne. Dans une interview publiée le 6 août par le Rhodésie Herald, M. Sutton-Pryce, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, a déclaré que, outre les quatre mille hommes formés au Mozambique, quatre cents guerilleros africains entraînés étaient stationnés en Zambie et que six cents autres y recevaient une formation militaire. — (A.F.P.)

هنا من الامم

مكازم الأمل

EUROPE

u Sahara occidental
dans la victoire

Union soviétique

POINT DE VUE

Un an après Helsinki

par ANDRÉ AMALRIK (*)

L'ORSQUE Je demande ici ce que l'Occident a obtenu en signant les accords d'Helsinki, on me répond : d'abord, la promesse de l'U.R.S.S. de ne pas toucher à Berlin-Ouest, ensuite des contacts quel que peu facilités entre l'U.R.S.S. et l'Occident, ce qui mène aussi à une amélioration de la situation à l'intérieur de l'U.R.S.S. Pour quelqu'un qui est arrivé à Moscou, ces arguments ne semblent pas très convaincants.

Déjà, en 1945, l'U.R.S.S. avait promis de ne pas toucher à Berlin-Ouest ; depuis, il y a eu plus d'une fois des « crises de Berlin ». A chaque fois, en contrepartie du maintien du statu quo, l'Occident a fait des concessions à l'U.R.S.S. Alors, pendant quelques années, l'U.R.S.S. diminuait sa pression sur Berlin, et ainsi à chaque fois, tandis qu'on filait des années la notion de statu quo changeait de contenu, puisqu'elle devait incorporer à chaque fois les concessions faites par l'Occident durant les années précédentes. Je n'exclus pas que dans cinq ans il y ait de nouveau un problème à Berlin et que l'Occident doive à nouveau céder quelque chose pour éviter une crise sérieuse.

En ce qui concerne la situation en U.R.S.S., l'amélioration des contacts et une plus grande liberté d'information, le succès me semble encore plus douteux. Les autorités ont commencé à faire montre d'une plus grande prudence dans la façon dont elles traitent les non-conformistes communs. Ainsi, par exemple, je n'ai pas été mis en prison pour sept ans comme Serge Kovalev, et je n'ai pas été tué devant la porte de mon propre logement comme Constantin Bogatyrev, mais j'ai été contraint d'émigrer par une surveillance constante, des interpellations et des menaces d'arrestation ou d'assassinat.

Les autorités se gardent aussi d'arrêter quelques autres personnes à qui on avait pourtant clairement laissé entendre qu'elles le seraient. Mais, comme auparavant, on ne prend pas de gants avec ceux qui sont peu communs.

Les cas d'internement de non-conformistes dans des établissements psychiatriques ont diminué mais n'ont pas cessé. Vladimir Boukovski, qui a fait plus que tout pour que l'Occident apprenne la vérité sur les établissements psychiatriques soviétiques, continue à purger la peine de douze ans de détention que cela lui a valu. Encore une chose : le K.G.B., comme pour compenser l'impossibilité où il se trouve, du fait des conditions nouvelles, de procéder à des arrestations de masse « légales », utilise de plus en plus souvent des méthodes telles que l'assassinat, le passage à tabac dans la rue, l'empoisonnement, les incendies criminels, les accidents d'automobile. Il s'efforce, en même temps, de faire en sorte que ces cas soient de « mise en garde » aux autres. Si des changements positifs ont quand même eu lieu, le plus grand mérite en revient à ceux des non-conformistes soviétiques qui attirent constamment l'attention, tant des autorités soviétiques que de l'Occident, sur toutes les violations des droits de l'homme en U.R.S.S.

Le groupe Orlov

Un groupe d'action pour l'application des accords d'Helsinki a été créé au mois de mai de cette année à Moscou. Ce groupe, dirigé par le professeur Youri Orlov, recueille l'information qui lui est accessible sur les violations de l'accord en U.R.S.S., et s'adresse aux chefs de gouvernement qui ont signé ces accords. Bien que, au lendemain de la formation de ce groupe, le professeur ait été interpellé et mis en garde par le K.G.B., le groupe existe toujours, et continue son travail. Ses activités sont représentées à l'extérieur de l'U.R.S.S. par le professeur Vital Roubine.

Il n'y a aucun risque que la diffusion de l'information ait été amoindrie : s'il y a des changements, ils sont plutôt négatifs. Comme auparavant, aucun journal occidental n'est en vente libre en U.R.S.S., à l'exception des journaux communistes, et encore pas tous leurs numéros. Durant l'année écoulée, même l'information sur l'Occident dans les journaux et les revues soviétiques a de plus en plus diminué. La diffusion

de la *Santizdat* (1) est toujours considérée comme un crime de droit commun.

On continue à brouiller les stations de radio qui diffusent des émissions vers l'U.R.S.S. et qui étaient brouillées avant la signature des accords d'Helsinki. La Voix de l'Amérique, la B.B.C. et la Deutsche Welle ne sont pas ouvertement brouillées, mais, dans de nombreuses régions, des émissions soviétiques sont diffusées sur des fréquences d'ondes, rendant presque impossible l'audition des stations en question.

L'attaque principale est toujours dirigée contre Radio Liberty. Cet émetteur américain est victime non seulement d'un brouillage ouvert — d'ailleurs peu efficace, en dehors des grandes villes —, mais aussi de attaques constantes de la presse soviétique ; il est présenté comme « le porte-parole de la guerre froide » et « un nid d'espions ». A chaque rencontre personnelle, les fonctionnaires soviétiques n'omettent jamais de dire aux Américains que la fermeture de cette station de radio constituerait un grand pas en avant pour l'amélioration des relations soviéto-américaines. Je ne sais si les Américains leur répondent que la cessation du brouillage constituerait un grand pas en avant.

Répétant ici leur tactique berlinoise — celle du salami — les dirigeants soviétiques voudraient tout d'abord en finir avec Radio Liberty grâce à un compromis quelconque avec les Américains, comme s'ils ne trouvaient rien à redire aux autres stations occidentales, pour pouvoir ensuite s'en prendre à la Voix de l'Amérique et aux autres stations et priver de cette façon des millions de citoyens soviétiques de toute information non soviétique.

Je ne suis pas sûr, non plus que la situation des journalistes occidentaux à Moscou se soit beaucoup améliorée durant la dernière année. Il est vrai qu'on leur a permis de disposer de visas multiples et qu'on leur a quelque peu facilité les voyages à l'intérieur du pays, mais leurs contacts avec les citoyens soviétiques sont toujours difficiles.

Journalistes et « espions »

Durant la dernière année, pas un seul journaliste occidental n'a été expulsé de Moscou. Mais là aussi, comme dans le cas des non-conformistes, les autorités tentent de ne pas agir aussi directement. C'est ainsi que, utilisant la campagne contre la C.I.A. menée dans le monde entier, la presse soviétique, sans aucune preuve à l'appui, a désigné trois correspondants américains à Moscou comme collaborateurs de la C.I.A. Leur « faute » était d'avoir écrit des articles dans des journaux occidentaux, et de s'être entretenus avec des personnes considérées par les autorités soviétiques, en particulier sur le mouvement des droits de l'homme. Mais on a préféré les présenter comme des « espions », supposant, puisque il n'y a pas de fumée sans feu, que le lecteur, pas tellement la soviétique que l'occidentale, le croirait, ne serait-ce que partiellement, que ces trois journalistes seraient en fait des espions et des collaborateurs de la C.I.A. au moins momentané et que les autres réfugiés soviétiques, deux fois avant d'être quelque chose qui ne conviendrait pas. Les liaisons postales et téléphoniques des citoyens soviétiques avec l'Occident n'ont pas été rendues plus faciles, bien au contraire : une quantité énorme de lettres et d'imprimés n'arrivent plus, les conversations téléphoniques sont interrompues et les téléphones coupés pour six mois, pour un an ou pour toujours.

En parlant de l'échange d'informations, la presse soviétique se réfère souvent au fait que l'U.R.S.S. traduit beaucoup plus d'ouvrages occidentaux et montre beaucoup plus de films occidentaux que ne sont produites d'œuvres soviétiques en Occident. Il ne faut pas incriminer en l'occurrence la mauvaise volonté des gouvernements occidentaux, mais le fait que la culture occidentale est beaucoup plus riche que la soviétique et offre un plus grand choix. De plus, les autorités soviétiques, tout en se plaignant du nombre insuffisant d'auteurs traduits, ont exclu de la littérature soviétique des noms tels que ceux de Soljenitsyne, Brodski, Sinavski, Voinovitch, Kornilov, Maximov, Gladiline, Gorbanevskaja, Erofeev et de bien d'autres ; tous ces écrivains sont traduits en Occident. Si l'ami Amin Dada avait signé les accords d'Helsinki, il se plaindrait, lui aussi, que l'Occident propose davantage de livres et de films que ne peut en offrir l'Union soviétique.

La déport d'U.R.S.S. est comme auparavant accessible à un petit nombre de personnes et s'entoure de procédures humiliantes. Même pour aller voir quelque temps ses parents, il faut présenter un certificat positif de son lieu de travail, signé par le

secrétaire de l'organisation du parti et par le président de la section syndicale. Avant un voyage touristique à l'étranger, les femmes sont obligées de se soumettre à un examen gynécologique.

L'an dernier, l'émigration a non pas augmenté, mais diminué, bien que des milliers de gens, en majeure partie des juifs et des Allemands, déposent des demandes de sortie. Il est de règle que ces personnes soient chassées de leur travail et soumises constamment à des persécutions mesquines, parfois même arrêtées pour dissuader les autres de déposer de telles demandes. La seule concession aux accords d'Helsinki est la diminution du prix du visa de sortie, passé de 400 à 300 roubles. On est donc pleinement fondé à dire que l'unique résultat positif pour l'U.R.S.S. des accords d'Helsinki est la création du groupe d'action dirigé par le professeur Orlov. La réussite du travail de ce groupe et de tous ses sympathisants pourrait progressivement obliger l'U.R.S.S. à respecter ses engagements. C'est pourquoi l'attitude tant des autorités soviétiques que de l'Occident à l'égard de ce groupe demeure pendant longtemps la pierre de touche pour déterminer avec quel sérieux les uns et les autres considèrent les accords d'Helsinki. Il est de l'intérêt de l'Occident d'aider ce groupe, comme tout le mouvement des droits de l'homme en U.R.S.S. dans sa lutte pour une démocratisation du système soviétique, sa transformation en un régime plus ouvert et moins agressif.

L'U.R.S.S. tout en maintenant des contacts officiels parloir fort étroits avec les gouvernements occidentaux, ne rend pas pour autant ses amis à l'Ouest. Mais on ne sait trop pourquoi l'Occident — en la personne de ses nombreux représentants officiels et non officiels — tente, lui, d'ignorer ses amis en U.R.S.S. L'Occident accepte trop facilement les règles de jeu que lui impose l'U.R.S.S. : il considère les membres du mouvement pour les droits de l'homme comme des clandestins dangereux, aux tendances « romantiques », avec lesquels on peut au mieux sympathiser de loin, mais qu'il faut en tout cas éviter de rencontrer personnellement. Et pourtant, l'activité de ce mouvement en U.R.S.S. n'est pas seulement légale, dans le cadre de la Constitution de l'U.R.S.S., elle vise aussi à améliorer les relations entre l'Est et l'Ouest.

L'Occident aux petits soins

L'Occident est tout le temps aux petits soins pour l'U.R.S.S., qu'il traite comme un enfant gâté, grand de « voter » en quel que soit les dirigeants soviétiques, répétant qu'ils vont « s'entêter », « se donner toute dimension morale », etc. A cet exercice, les parlements expliquent l'invitation en Angleterre de l'ancien chef de la police secrète en qualité de représentant des ouvriers soviétiques (4) ? Ou la conduite de M. Les, secrétaire général de l'Association internationale des psychologues, qui a refusé de s'entretenir en U.R.S.S. avec le général Grigorenko, interné dans une prison psychiatrique, et invité en Angleterre par des psychologues coopérant avec le K.G.B., arguant qu'il s'agissait d'un homme fort sympathique et aimable ?

Que l'Occident devienne socialiste ou qu'il reste capitaliste, il ne saura, je crois, conserver sa liberté et son « visage humain » que s'il sait conserver le sens de sa propre dignité. Et le meilleur test de la dignité d'un régime dans l'ensemble — comme de la dignité de tout être humain — réside dans son attitude envers le fort et le faible. Pour l'instant, nous voyons à quel point l'Occident est prévenant quand il s'agit de la faiblesse au gouvernement soviétique, — et à quel point il devient désagréable et méfiant lorsqu'il s'agit du faible — le mouvement des droits de l'homme. Tout cela n'annonce rien de bon pour l'Occident lui-même. Que pourrait donc, à mon avis, sur la seule base des accords d'Helsinki, faire l'Occident ?

Les gouvernements occidentaux et l'opinion publique doivent exiger que l'U.R.S.S. cesse de brouiller les émissions occidentales. Si une partie de l'opinion publique occidentale estime que ces émissions sont peu satisfaisantes dans qu'elles aient la guerre froide, elle peut les contrôler et tenter d'obtenir que leur contenu soit modifié. Mais je voudrais faire comprendre que la fermeture de ces stations — et avant tout celle de Radio Liberty, qui émet exclusivement vers l'U.R.S.S. — portera un coup, non pas à la guerre froide, mais à des millions de citoyens soviétiques, qui seront privés de toute information à l'exception de celle que donne la presse officielle soviétique. A pré-

sent, à tout le moins, ils ont la possibilité de comparer.

Il faut que les gouvernements étrangers luttent pour le droit de leurs citoyens d'importer en U.R.S.S. des livres écrits à l'étranger, y compris ceux d'auteurs soviétiques, tant de ceux qui vivent en U.R.S.S. que de ceux qui émigrent. Il serait fort important que lors de leurs séjours en U.R.S.S. les parlementaires et hommes publics étrangers rendent visite non seulement à des personnalités officielles, mais aussi à des hommes publics soviétiques indépendants, tels que l'académicien André Sakharov, prix Nobel de la paix ; Youri Orlov, chef du groupe d'action pour l'application des accords d'Helsinki ; Valentin Tourchinsk, chef de la section soviétique d'Amnesty International.

Il serait très important que les diplomates étrangers multiplient des contacts constants non seulement avec des personnalités officielles, mais aussi avec les représentants de la société indépendante ; d'ailleurs, ce n'est qu'alors qu'ils pourront informer de manière suffisamment objective leur gouvernement sur la situation en U.R.S.S. Les ambassadeurs étrangers surtout lorsqu'il s'agit de fêtes nationales — pourraient inviter aussi des hommes publics indépendants. Je pense avant tout aux ambassadeurs d'Allemagne fédérale, d'Italie, de Grande-Bretagne et de France, les grandes puissances européennes.

Si, par exemple, le 14 juillet, l'ambassadeur de France invitait à côté de quelques centaines de personnalités officielles quelques dissidents, la présence de ceux-ci correspondrait certainement mieux à l'idéal de la révolution française que celle des dizaines d'agents avérés ou secrets du K.G.B. qui se pressent généralement à de telles réceptions.

Il serait fort bon que tous ceux qui envoient des lettres en U.R.S.S. ou demandent des communications téléphoniques exigent des explications et envoient des protestations à l'ambassade soviétique lorsque le courrier ne parvient pas au destinataire ou que l'appel n'aboutit pas.

L'information qui parvient d'U.R.S.S. en Occident et de l'Occident à nouveau en U.R.S.S. dépend pour beaucoup des correspondants étrangers à Moscou. Il serait bon que ceux-ci aient leur propre club, qu'ils soient dotés d'un sens corporel et qu'ils jouissent de l'appui de leurs collègues à l'Ouest. Pour l'instant, les journalistes occidentaux restent relativement indifférents lorsqu'un de leur collègues lutte de façon désespérée avec le régime soviétique pour avoir le droit d'informer en toute indépendance ses lecteurs ou bien lorsqu'un autre, au contraire, est trop servile à l'égard de ce régime.

- (1) Littérature clandestine.
 - (2) La tactique du salami, chère au Hongrois Rakosi, consiste à découper les succès en tranches, en prenant soin de ne laisser que le morceau des concessions que les Occidentaux se refusent à reconnaître globalement.
 - (3) Un rouble = 625 F.
 - (4) Il s'agit de M. Cholepina, alors président de l'Association internationale des psychologues, qui s'est rendu en Grande-Bretagne au printemps 1975 (N.D.R.).
- [Les noms et les initiales sont de la rédaction de « Monde ».]

Grande-Bretagne

ÉPISE D'UNE « DÉPERSONNALISATION »

L'ancien ministre John Stonehouse est condamné à sept ans de prison

De notre correspondant

Londres. — L'ancien ministre de l'aviation et député travailliste depuis 1957 John Stonehouse, qui avait disparu en novembre 1974 pour se cacher en Australie sous une fausse identité, a été condamné, vendredi 6 août, à sept ans de prison à l'issue d'un procès qui a duré soixante-huit jours. Il a été convaincu de vol, d'escroquerie, de faux et usage de faux et de toute une série d'autres délits du même genre. Mme Sheila Buckley, secrétaire et amie de l'ancien ministre, qui a participé à certaines de ses entreprises, n'a été condamnée qu'à deux ans de prison avec sursis.

Les recherches que Scotland Yard dut entreprendre, aussi bien en Australie qu'en Grande-Bretagne, et le procès lui-même, ont coûté à l'État le prix de 750 000 livres. Tout au long de l'affaire, M. Stonehouse a soutenu qu'il avait été victime d'une crise de « dépersonnalisation » lorsqu'il se trouvait en Australie, où il se cachait sous le nom de M. Markham. Bien avant de

quitter l'Angleterre, il s'était préparé avec grand soin à se faire passer pour un homme de sa disparition, les entreprises commerciales de M. Stonehouse connaissent les plus grandes difficultés. L'ancien ministre prénommé alors une partie des fonds disponibles et les transféra à l'étranger. Un compte bancaire en Suisse, établi sous un faux nom, et contenant 90 000 livres, est actuellement bloqué à la demande des créanciers.

La Chambre des communes, qui est partie en vacances vendredi 6 août, ne manquera pas d'examiner M. Stonehouse dès la rentrée s'il ne devance pas lui-même cette mesure de dépersonnalisation. Au mois d'août, il avait quitté la parti travailliste pour devenir l'unique — et éphémère — représentant du parti national anglais au Parlement. Depuis lors, M. Stonehouse a constamment voté contre les travaillistes. Il appartenait aussi à la revue après une recommandation du premier ministre — d'exclure M. Stonehouse de son conseil privé.

JEAN WETZ.

Italie

M. Andreotti a obtenu un vote de « non-défiance » au Sénat

Une municipalité « rouge » à Rome

De notre envoyé spécial

Rome. — Peu avant minuit, le vendredi 6 août, le gouvernement de M. Andreotti a obtenu au Sénat le vote de « non-défiance » qu'il avait sollicité. Sur deux cent vingt-deux sénateurs votants, la majorité était de cent douze. Le cabinet a obtenu cent trente-six votes favorables, dix-sept votes contraires (quatre du Mouvement social et deux des indépendants de gauche) et soixante-neuf abstentions. Quatre-vingt-trois sénateurs, enfin, n'ont pas participé au vote.

Une alerte à la bombe avait conduit, à 21 heures, le président du Sénat, M. Fanfani, à faire évacuer la salle pendant une heure pour les vérifications nécessaires. Au moment du vote, d'autre part, une grande confusion s'est produite du fait de l'expérience des nouveaux sénateurs-secrétaires de séance, et en raison de la complexité du règlement du Sénat, où les abstentions sont considérées comme des votes contraires. Il fallut donc qu'un certain nombre de sénateurs sortent de l'hémicycle pour n'être pas comptés parmi les présents, mais que d'autres restent en séance et proclament leur abstention publique, pour que le quorum nécessaire soit atteint.

Au cours des explications de vote, le président du groupe démocrate-chrétien, M. Bartolomei, ami de M. Fanfani, a émis quelques réserves à l'égard du gouvernement et souligné l'élargissement d'une « aire » démocratique, allant des socialistes aux libéraux, et un retour au centre gauche. Les néo-fascistes avaient en outre annoncé leur décision de voter contre, et M. Andreotti a, sur ce point, précisé les allusions de sa déclaration d'investiture en manifestant son intention « d'exclure tout mouvement qui se réfère au fascisme ». Ainsi, le président du conseil répondait-il, de façon positive, aux socialistes et aux communistes qui lui avaient demandé de refuser toute abstention des fascistes.

De même, M. Andreotti a été catégorique sur le rôle du Parlement, en excluant que les négociations futures puissent se dérouler entre les secrétaires des partis.

Lundi, les débats commenceront à la Chambre des députés. Il y aura une quinzaine d'orateurs, dont M. Berlinguer ; le vote pourrait intervenir dans la soirée du mercredi 11 août.

Parallèlement à la constitution du cabinet, les conversations de la majorité de gauche, pour la désignation du maire de Rome, se sont poursuivies, et l'élection aura lieu le 9 août dans l'après-midi. Les partis laïcs se sont mis d'accord pour l'élection de M. Giulio Carlo Argan, célèbre historien de l'art, élu comme indépendant de gauche sur les listes du parti communiste. Le vice-maire devrait être un socialiste, et le premier adjoint un social-démocrate. Les communistes auront douze postes d'adjoints ; les socialistes, qu-

tre, et les sociaux-démocrates, deux. La démocratie chrétienne sera dans l'opposition, mais son groupe au conseil municipal semble déjà nettement divisé, entre les partisans d'une coopération avec la municipalité de gauche et ceux qui s'y refusent.

Ce comportement semble d'ailleurs avoir atteint une partie de la fonction publique, notamment dans toutes les institutions économiques et financières. On assure que plusieurs milliers de dirigeants des banques, des organismes para-étatiques et de la sécurité sociale, auraient décidé de demander leur retraite anticipée à la fin du mois d'août.

La redoutation, en effet, que les indemnités considérables qu'ils peuvent percevoir dans cette hypothèse (un mois de salaire par année de présence) ne soient « gelées » à la demande des syndicats. Ces derniers et le gouvernement font naturellement démentir qu'une telle mesure ait jamais été envisagée et que les communistes le déclarent même explicitement : « Nous ne parvenons pas à comprendre les raisons de cette lutte des hauts fonctionnaires étant donné que personne n'a l'intention de remettre en cause les droits acquis. »

JACQUES NOBECOURT.

Protestant auprès de la R.D.A.

LE P.C.I.

RÉCLAME UNE ENQUÊTE APRÈS LA MORT D'UN DE SES MEMBRES

TUÉ PAR LES GARDES-FRONTIÈRE

Le gouvernement italien a protesté auprès des autorités allemandes après la mort d'un camionneur italien, M. Benito Gohri, abattu le 5 août par les gardes-frontières de la R.D.A. et la R.F.A. (le Monde du 7 août). Le parti communiste, dont M. Gohri était membre, a, de son côté, exprimé une protestation analogue à un diplomate est-allemand reçu au secrétariat du parti à Rome. Un communiqué du P.C.I., qui demande l'ouverture d'une enquête « rigoureuse », annonce que le diplomate est-allemand a réaffirmé les « condoléances » de son gouvernement.

A Bonn, un porte-parole officiel du gouvernement allemand a déclaré à l'usage des médias : « Je n'ai rien à dire sur la mort de M. Gohri. » Cette attitude, a dit M. Grünwald, souligne qu'il est indispensable de créer un tribunal des droits de l'homme auprès de l'O.N.U. Cette création avait été suggérée par le porte-parole, il y a dix jours, après qu'une touriste ouest-allemande eût été tuée dans des conditions semblables.

En revanche, M. Grünwald a repoussé la suggestion d'un député chrétien-démocrate qui souhaitait que la police frontalière de la R.F.A. soit autorisée à réguler aux tirs des gardes est-allemands et que l'entrée en R.F.A. soit interdite aux fonctionnaires de la R.D.A. « Le gouvernement », a dit le porte-parole, « n'a pas l'intention de changer le régime juridique de la R.F.A. de façon à le faire ressembler à celui de la R.D.A. » (A.F.P., Reuters).

Portugal

Après les attentats

CINQ SUSPECTS

ARRÊTÉS À PORTO

Lisbonne (A.F.P.). — Cinq personnes ont été arrêtées et un important arsenal a été saisi par la police à Porto et dans la localité proche de Fornos-de-Vaz. Appren-on ce samedi 7 août à Lisbonne. Les cinq individus, qui seront remis aux autorités militaires, sont soupçonnés d'être impliqués dans les nombreux attentats à la bombe commis au cours des derniers mois dans le nord du Portugal. Parmi l'arsenal saisi figurent notamment des charges de T.M.X., deux pistolets automatiques, des quantités de munitions.

D'autre part, cinq personnes ont péri à la suite d'une explosion qui s'est produite le 5 août dans une entreprise pyrotechnique près de Braga, au nord du Portugal. Parmi les victimes figurent le dirigeant de l'entreprise, ses deux fils, son neveu et un employé. L'accident, pense-t-on, n'a pas d'origine criminelle.

RADIO-TELEVISION

Samedi 7 août

CHAÎNE I : TF1

20 h. 30. Variétés : Si ça vous chante ; 21 h. 35. Séria : Began (Chauffeur d'office) ; 22 h. 30. Catch.

CHAÎNE II : A2

20 h. 35. Téléfilm policier : « La Loi ».

CHAÎNE III : FR3

20 h. 30. (R). Retransmission lyrique : « Mac-

Dimanche 8 août

CHAÎNE I : TF1

9 h. 15. (C). Emissions religieuses et philosophiques (messe à 11 h.). 12 h. (C). Allons au cinéma : 12 h. 30. (C). Jeu : La bonne conduite ; 23 h. 30. (C). C'est pas sérieux ; 14 h. 5. Voyage : Au-delà de l'horizon (Christophe Colomb ou Martin Pinzon) ; d'A. Bombard ; 15 h. 5. (C). Direct à la une ; 16 h. 25. (C). Film : Les Enigmes de la vie ; J. Troell (1973). Avec M. von Sydow, L. Ullmann.

Une jeune famille de paysans suédois par la misère et l'indigence se décide à quitter la Suède pour rejoindre la « Nouvelle Monde ». Une frange sentimentale, qui parle du malheur et de l'espérance et donne une image idéalisée de la naissance de la nation américaine. A ne pas manquer.

18 h. 45. (R). Feuilleton : Nans le berger ; 19 h. 15. Les animaux du monde, de F. de La Grange.

20 h. 30. Film : « Les Éboueurs du clair de lune », de R. Vadim (1958). Avec B. Bardot, A. Vailly, S. Boyd, P. Niéto.

Le jeune Ulysse (Brigitte Bardot) sort de son cocon pour vivre chez son oncle, le comte Edouard. Drame de jeunesse et d'adultère. A l'épave, un scandale.

22 h. 5. Variétés : Paris, carrefour du monde.

CHAÎNE II : A2

15 h. 5. Dimanche en fête : à 15 h. 10. Téléfilm : « Tully », de J. Gaiward.

Tully, inspecteur d'assurances, travaille à la fois pour les banques et les voleurs. Il lui faudra un jour choisir son camp.

A 17 h. 30. La vie secrète des animaux ; 18 h. 55. Stade 21 ; 19 h. 30. (R). Jazz Avery ; 20 h. 30. Jeux sans frontières (à Nîmes) ; 22 h. (R). Feuilleton : La dynastie des Forsyte (dans le malheur).

« Beth » de G. Verdi, livret de F.-M. Piave et A. Maffei. Réalisation D. Heather. Par l'orchestre philharmonique de Londres, direction J. Pritchard.

Avec les acteurs du Festival de Glyndebourne et le Glyndebourne Ballet, et K. Finkels (Macbeth), J. Morris (Banquo), J. Barston (Lady Macbeth).

CHAÎNE III : FR3

20 h. 5. Pour les jeunes : Les animaux chez eux ; 20 h. 30. (R). Essai : Sur et sous la communication, de J.-L. Godard et A.-M. Misville (« Photo et Cie » et « Marcel »).

Analyse du processus de la fabrication de la photographie lors d'un événement social, un crime, une maladie. Dans la seconde partie, un cinéaste amateur parle de son état et de son travail.

22 h. 30. (R). Cinéma de minuit. Cycle Jean Renoir : « Tire au flanc », de J. Renoir (1929). Avec C. Pons, M. Simon, C. Hessling, F. Oudart, J. Halber.

Les déboires du poète Jean Dubois d'Orbell pendant son service militaire. C'est Michel Simon qui joue son domestique, trépassant.

FRANCE-CULTURE

7 h. 15. Horizon ; 7 h. 40. Français des Caraïbes ; de 8 h. à 11 h. Emissions philosophiques et religieuses ;

FRANCE-CULTURE

Jusqu'à 23 h. 30. (R). Avignon ultra-son ; à 20 h. 20. A propos de « Mare Nostrum » (M. Kegel) ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

19 h. 15. Wagner-Idyll ; 21 h. (R). En direct du Festival de Salzbourg : le violoniste G. Kremer et le pianiste O. Matzenberg interprètent Strauss, Webern, Schoenberg, Chostakovitch, Beethoven ; 22 h. (R). Vieilles dres ; 24 h. E. Perleoso sporgers.

11 h. La musique et les mots ; 12 h. 5. La France des autres ; 14 h. « Rosencrantz et Guildenstern sont morts », de T. Stoppard, avec P. Arditi, J.-L. Arduini, J.-L. Moreau ; 16 h. 5. Musique de chambre ; 17 h. 30. Promenade en Haute-Provence ; 19 h. 15. « Le roi du monde », de J.-C. Frère, avec M. Lonsdale, D. Mesquita ; 20 h. (R). Les opéras de Janáček : « La Renarde russe », par M. Cadieu et M. Kundera ; 22 h. 20. Instruments rares ; 23 h. Black and Blue ; 23 h. 30. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. C'est dimanche ; 8 h. 30. Contain ; 9 h. Festival gratuit ; 11 h. Musique dans la ville ; 12 h. En direct du Festival de Salzbourg : œuvres de Mozart par l'orchestre symphonique de Salzbourg, direction L. Hager, avec L. Koch, harpiste ;

14 h. Zarzuela ; 15 h. L'envers du silence ; 17 h. Avec tambours et trompettes ; 19 h. 10. Jazz vivant ; 20 h. 15. Studio 107 : Schumann, Schubert, Brahms ; 21 h. 30. (R). En direct du Festival de Salzbourg : Mozart, Penderick, Brahms, par le Staatskapelle de Dresde, direction S. Ozawa ; 23 h. 30. Lacrimae ; 24 h. E. Perleoso sporgers.

18 h. 2. La musique de chambre de Chostakovitch ; 19 h. 30. Feuilleton : « Ramona » (H. Jackson) ;

20 h. « Les Soleils secrets », de F. Christian ; 21 h. L'autre scène ou les Vents et les Dieux ; la Carthage des Carthages ; 22 h. 30. Entretiens avec G. Ungaretti ; 23 h. Réver pour l'hiver.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Potron-minet, par J. Doniol-Valcroze ; 9 h. 7. Nature à la française ; 10 h. Jazz alphabet rock ; 12 h. La chanson ; 12 h. 45. Sélection concert ; 12 h. 50. Hollywood-Broadway ;

13 h. 30. Méridiennes ; 18 h. Ecoute en concert ; 19 h. 15. Journal d'A. Mahler ;

20 h. Ne le retourne pas, j'ai l'impression qu'on nous suit ; 20 h. 30. Festival de Salzbourg ; 21 h. (R). En direct du Festival de Salzbourg : Krumpholtz, Liszt, Lutoski, par les Chœurs et l'Orchestre symphonique de la radio autrichienne, direction L. Segerstam, avec A. Auger (soprano), H. Schür (violoncelle), S. Kündig (orgue) ; 23 h. 15. Mille media ; 24 h. La musique traditionnelle européenne ; 0 h. 30. E. Perleoso sporgers.

13 h. 30. « La Véritable Histoire de Grébouille » (G. Sand) ; 13 h. 45. Livre parcours variés ; 14 h. 20. (R). « Moby Dick » (H. Melville) ; 15 h. 2. Les après-midi de France-Culture ; 16 h. 2. Musique de chambre ; 19 h. 30. Feuilleton : « Ramona » (H. Jackson) ;

20 h. Le tombeau de C. Colombo ; 21 h. 30. Concert à Aubervilliers, par A. Flament, G. Renon, M. Marchand ; œuvres de D. Milhaud, B. Jolas, A. Bancourt, M. Decoust, F. Milgrom ; 22 h. 30. Entretiens avec G. Ungaretti ; 23 h. Réver pour l'hiver.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Potron-minet, par J. Doniol-Valcroze ; 9 h. 7. Nature à la française ; 10 h. Jazz alphabet rock ; 12 h. 50. Hollywood-Broadway ;

13 h. 30. Méridiennes ; 18 h. Ecoute en concert ; 19 h. 15. Journal d'A. Mahler ;

20 h. Ne le retourne pas, j'ai l'impression qu'on nous suit ; 20 h. 30. Festival de Salzbourg ; 21 h. (R). En direct du Festival de Salzbourg : l'Orchestre philharmonique de Vienne, direction K. Kozum, interprète deux symphonies de Haydn et Tchaïkovski ; 23 h. 15. Sites ; 24 h. Le mal du pays ; 0 h. 20. E. Perleoso sporgers.

Lundi 9 août

CHAÎNE I : TF1

12 h. 30. (C). Feuilleton : Madame, êtes-vous libre ? ; 13 h. 55. (C). Séria : John l'Intépride ; 14 h. 5. (R). (C). Séria : La brigade des maléfices (Les disparus de Rambouillet) ; 15 h. 25. Pour les jeunes ; 19 h. 40. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Feuilleton : Trois de cœur ;

20 h. 30. (R). Film : « Un monsieur de compagnie », de Ph. de Broca. Avec J.-P. Cassel, J.-C. Brialy, A. Luquet, Daho, C. Deneuve, R. Varte.

Antoine, petit-fils de milliardaire, s'arrête pas à choisir un travail après la mort de son grand-père. Aussi se retrouve-t-il dans d'étranges situations.

Sur scène et à l'écran. Quand Philippe de Broca renouvelle la comédie à la française.

22 h. (R). Documentaire : La vie des estampes, de R. Leenhardt (De Daumier à Lautrec).

CHAÎNE II : A2

15 h. Aujourd'hui, Madame ; 15 h. 55. (R). (C). Séria : Annie, agent très spécial ; 16 h. 45. Reportage : L'aventure est au Nord ; 17 h. 15. Feuilleton : Les douze légionnaires ; 17 h. 45. Vacances animées ; 18 h. 15. (R). Chronique de la Résistance : Ce jour-là, l'en témoignage (Printemps 1941) ; 18 h. 45. Les palmiers des enfants ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Feuilleton : Bonjour Paris ;

20 h. 30. Variétés : Le MIP à Cannes ; 21 h. 30. (R). Chronique : Le raid américain, de J.-M. Drot.

Au cours de son voyage, Jean-Marie Drot a rencontré Georges Segal et Ed. Kienholz.

CHAÎNE III : FR3

19 h. 5. Feuilleton : Etranger, d'où viens-tu ? ; 19 h. 40. Pour les jeunes : Mon ami Guignol ; 20 h. Jeux ; 20 heures en été.

20 h. 30. Prestige du cinéma : « Mortadella », de M. Zaccaria (1971). Avec S. Loren, W. Devana, L. Proietti, B. Carroll.

Une jeune Italienne vient rejoindre son fiancé aux États-Unis. Elle est retenue à la douane de New-York parce qu'elle a apporté une marionnette dont l'importation est interdite. Cette situation engendre une suite de mésaventures.

Un agréable divertissement sur les injonctions de la liberté.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Bonne pensée du matin ; 8 h. Les chemins de la connaissance : La mort de Gutenberg ; à 8 h. 32. La jeune fille ; 9 h. 7. Le tour de France par deux enfants ; 9 h. 30. (R). 1950-1975 : La troisième partie de la France ; 11 h. 2. Musique de chambre ; 12 h. 5. Agora ; 12 h. 45. Panorama ;

13 h. 30. « La Véritable Histoire de Grébouille », d'après G. Sand ; 13 h. 45. L'orgue ; 14 h. 20. (R). « Moby Dick » (H. Melville) ; 15 h. 2. Les après-midi de France-Culture ;

19 h. 40. Pour les jeunes : Mon ami Guignol ; 20 h. Jeux ; 20 heures en été.

20 h. 30. (R). Film policier : « Le tigre se battra à la dynamite », de C. Chabrol (1965). Avec R. Harin, M. Lee, M. Bouquet, R. Dumas.

Louis Bessière, dit « le Tigre », agent de la D.S.T., chargé de protéger un trésor dérobé au large de Pointe-à-Pitre, est aux prises avec des révolutionnaires guyanais et une bizarre organisation internationale.

Une folie politique pour démanteler le comportement gauchiste qui se détache de la lutte des classes.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Bonne pensée du matin ; 8 h. Les chemins de la connaissance : La mort de Gutenberg ; à 8 h. 32. La jeune fille ; 9 h. 7. Le tour de France par deux enfants ; 9 h. 30. (R). 1950-1975 : La troisième partie de la France ; 11 h. 2. Musique de chambre ; 12 h. 5. Agora ; 12 h. 45. Panorama ;

19 h. 40. Pour les jeunes : Mon ami Guignol ; 20 h. Jeux ; 20 heures en été.

20 h. 30. (R). Les grands noms de l'histoire du cinéma (cinéma français d'aujourd'hui) : « Valparaiso, Valparaiso », de P. Aubier (1970). Avec A. Cuny, B. Lafont, L. Szabo, A. Steward.

Romanier célèbre et intellectuel gauchiste, Valparaiso Lemercier-Guéninour est entrainé par de mystérieux personnages dans une aventure qui doit le conduire, croit-il, à Valparaiso pour une action révolutionnaire.

Une folie politique pour démanteler le comportement gauchiste qui se détache de la lutte des classes.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Bonne pensée du matin ; 8 h. Les chemins de la connaissance : La mort de Gutenberg ; à 8 h. 32. La jeune fille ; 9 h. 7. Le tour de France par deux enfants ; 9 h. 30. (R). 1950-1975 : La troisième partie de la France ; 11 h. 2. Musique de chambre ; 12 h. 5. Agora ; 12 h. 45. Panorama ;

19 h. 40. Pour les jeunes : Mon ami Guignol ; 20 h. Jeux ; 20 heures en été.

20 h. 30. (R). Les grands noms de l'histoire du cinéma (cinéma français d'aujourd'hui) : « Le Chemin de Rio », de R. Siodmak (1936). Avec K. de Nary, J. Berry, S. Prim, J.-P. Aumont, G. Préville, S. Bataillon.

Pour les besoins d'un reportage, une journaliste s'embarque, à destination de Rio-de-Janeiro, avec des jeunes femmes prises dans la traite des blanches. Le récitier du brésilien a pour se venger de son patron, fait surgir la fille de celui-ci dans le cinéma.

A partir d'une enquête documentée sur la traite des femmes blanches à la prostitution dans les années 30, un film très romantique et même mélodramatique.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Bonne pensée du matin ; 8 h. Les chemins de la connaissance : La mort de Gutenberg ; à 8 h. 32. La jeune fille ; 9 h. 7. Le tour de France par deux enfants ; 9 h. 30. (R). 1950-1975 : La troisième partie de la France ; 11 h. 2. Musique de chambre ; 12 h. 5. Agora ; 12 h. 45. Panorama ;

19 h. 40. Pour les jeunes : Mon ami Guignol ; 20 h. Jeux ; 20 heures en été.

20 h. 30. (R). Les grands noms de l'histoire du cinéma (cinéma français d'aujourd'hui) : « Le Chemin de Rio », de R. Siodmak (1936). Avec K. de Nary, J. Berry, S. Prim, J.-P. Aumont, G. Préville, S. Bataillon.

Pour les besoins d'un reportage, une journaliste s'embarque, à destination de Rio-de-Janeiro, avec des jeunes femmes prises dans la traite des blanches. Le récitier du brésilien a pour se venger de son patron, fait surgir la fille de celui-ci dans le cinéma.

A partir d'une enquête documentée sur la traite des femmes blanches à la prostitution dans les années 30, un film très romantique et même mélodramatique.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Bonne pensée du matin ; 8 h. Les chemins de la connaissance : La mort de Gutenberg ; à 8 h. 32. La jeune fille ; 9 h. 7. Le tour de France par deux enfants ; 9 h. 30. (R). 1950-1975 : La troisième partie de la France ; 11 h. 2. Musique de chambre ; 12 h. 5. Agora ; 12 h. 45. Panorama ;

19 h. 40. Pour les jeunes : Mon ami Guignol ; 20 h. Jeux ; 20 heures en été.

20 h. 30. (R). Les grands noms de l'histoire du cinéma (cinéma français d'aujourd'hui) : « Le Chemin de Rio », de R. Siodmak (1936). Avec K. de Nary, J. Berry, S. Prim, J.-P. Aumont, G. Préville, S. Bataillon.

Pour les besoins d'un reportage, une journaliste s'embarque, à destination de Rio-de-Janeiro, avec des jeunes femmes prises dans la traite des blanches. Le récitier du brésilien a pour se venger de son patron, fait surgir la fille de celui-ci dans le cinéma.

A partir d'une enquête documentée sur la traite des femmes blanches à la prostitution dans les années 30, un film très romantique et même mélodramatique.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Bonne pensée du matin ; 8 h. Les chemins de la connaissance : La mort de Gutenberg ; à 8 h. 32. La jeune fille ; 9 h. 7. Le tour de France par deux enfants ; 9 h. 30. (R). 1950-1975 : La troisième partie de la France ; 11 h. 2. Musique de chambre ; 12 h. 5. Agora ; 12 h. 45. Panorama ;

19 h. 40. Pour les jeunes : Mon ami Guignol ; 20 h. Jeux ; 20 heures en été.

20 h. 30. (R). Les grands noms de l'histoire du cinéma (cinéma français d'aujourd'hui) : « Le Chemin de Rio », de R. Siodmak (1936). Avec K. de Nary, J. Berry, S. Prim, J.-P. Aumont, G. Préville, S. Bataillon.

Pour les besoins d'un reportage, une journaliste s'embarque, à destination de Rio-de-Janeiro, avec des jeunes femmes prises dans la traite des blanches. Le récitier du brésilien a pour se venger de son patron, fait surgir la fille de celui-ci dans le cinéma.

A partir d'une enquête documentée sur la traite des femmes blanches à la prostitution dans les années 30, un film très romantique et même mélodramatique.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Bonne pensée du matin ; 8 h. Les chemins de la connaissance : La mort de Gutenberg ; à 8 h. 32. La jeune fille ; 9 h. 7. Le tour de France par deux enfants ; 9 h. 30. (R). 1950-1975 : La troisième partie de la France ; 11 h. 2. Musique de chambre ; 12 h. 5. Agora ; 12 h. 45. Panorama ;

19 h. 40. Pour les jeunes : Mon ami Guignol ; 20 h. Jeux ; 20 heures en été.

20 h. 30. (R). Les grands noms de l'histoire du cinéma (cinéma français d'aujourd'hui) : « Le Chemin de Rio », de R. Siodmak (1936). Avec K. de Nary, J. Berry, S. Prim, J.-P. Aumont, G. Préville, S. Bataillon.

Pour les besoins d'un reportage, une journaliste s'embarque, à destination de Rio-de-Janeiro, avec des jeunes femmes prises dans la traite des blanches. Le récitier du brésilien a pour se venger de son patron, fait surgir la fille de celui-ci dans le cinéma.

A partir d'une enquête documentée sur la traite des femmes blanches à la prostitution dans les années 30, un film très romantique et même mélodramatique.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Bonne pensée du matin ; 8 h. Les chemins de la connaissance : La mort de Gutenberg ; à 8 h. 32. La jeune fille ; 9 h. 7. Le tour de France par deux enfants ; 9 h. 30. (R). 1950-1975 : La troisième partie de la France ; 11 h. 2. Musique de chambre ; 12 h. 5. Agora ; 12 h. 45. Panorama ;

19 h. 40. Pour les jeunes : Mon ami Guignol ; 20 h. Jeux ; 20 heures en été.

20 h. 30. (R). Les grands noms de l'histoire du cinéma (cinéma français d'aujourd'hui) : « Le Chemin de Rio », de R. Siodmak (1936). Avec K. de Nary, J. Berry, S. Prim, J.-P. Aumont, G. Préville, S. Bataillon.

Pour les besoins d'un reportage, une journaliste s'embarque, à destination de Rio-de-Janeiro, avec des jeunes femmes prises dans la traite des blanches. Le récitier du brésilien a pour se venger de son patron, fait surgir la fille de celui-ci dans le cinéma.

A partir d'une enquête documentée sur la traite des femmes blanches à la prostitution dans les années 30, un film très romantique et même mélodramatique.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Bonne pensée du matin ; 8 h. Les chemins de la connaissance : La mort de Gutenberg ; à 8 h. 32. La jeune fille ; 9 h. 7. Le tour de France par deux enfants ; 9 h. 30. (R). 1950-1975 : La troisième partie de la France ; 11 h. 2. Musique de chambre ; 12 h. 5. Agora ; 12 h. 45. Panorama ;

19 h. 40. Pour les jeunes : Mon ami Guignol ; 20 h. Jeux ; 20 heures en été.

20 h. 30. (R). Les grands noms de l'histoire du cinéma (cinéma français d'aujourd'hui) : « Le Chemin de Rio », de R. Siodmak (1936). Avec K. de Nary, J. Berry, S. Prim, J.-P. Aumont, G. Préville, S. Bataillon.

Pour les besoins d'un reportage, une journaliste s'embarque, à destination de Rio-de-Janeiro, avec des jeunes femmes prises dans la traite des blanches. Le récitier du brésilien a pour se venger de son patron, fait surgir la fille de celui-ci dans le cinéma.

A partir d'une enquête documentée sur la traite des femmes blanches à la prostitution dans les années 30, un film très romantique et même mélodramatique.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Bonne pensée du matin ; 8 h. Les chemins de la connaissance : La mort de Gutenberg ; à 8 h. 32. La jeune fille ; 9 h. 7. Le tour de France par deux enfants ; 9 h. 30. (R). 1950-1975 : La troisième partie de la France ; 11 h. 2. Musique de chambre ; 12 h. 5. Agora ; 12 h. 45. Panorama ;

19 h. 40. Pour les jeunes : Mon ami Guignol ; 20 h. Jeux ; 20 heures en été.

20 h. 30. (R). Les grands noms de l'histoire du cinéma (cinéma français d'aujourd'hui) : « Le Chemin de Rio », de R. Siodmak (1936). Avec K. de Nary, J. Berry, S. Prim, J.-P. Aumont, G. Préville, S. Bataillon.

Pour les besoins d'un reportage, une journaliste s'embarque, à destination de Rio-de-Janeiro, avec des jeunes femmes prises dans la traite des blanches. Le récitier du brésilien a pour se venger de son patron, fait surgir la fille de celui-ci dans le cinéma.

A partir d'une enquête documentée sur la traite des femmes blanches à la prostitution dans les années 30, un film très romantique et même mélodramatique.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Bonne pensée du matin ; 8 h. Les chemins de la connaissance : La mort de Gutenberg ; à 8 h. 32. La jeune fille ; 9 h. 7. Le tour de France par deux enfants ; 9 h. 30. (R). 1950-1975 : La troisième partie de la France ; 11 h. 2. Musique de chambre ; 12 h. 5. Agora ; 12 h. 45. Panorama ;

19 h. 40. Pour les jeunes : Mon ami Guignol ; 20 h. Jeux ; 20 heures en été.

20 h. 30. (R). Les grands noms de l'histoire du cinéma (cinéma français d'aujourd'hui) : « Le Chemin de Rio », de R. Siodmak (1936). Avec K. de Nary, J. Berry, S. Prim, J.-P. Aumont, G. Préville, S. Bataillon.

Pour les besoins d'un reportage, une journaliste s'embarque, à destination de Rio-de-Janeiro, avec des jeunes femmes prises dans la traite des blanches. Le récitier du brésilien a pour se venger de son patron, fait surgir la fille de celui-ci dans le cinéma.

A partir d'une enquête documentée sur la traite des femmes blanches à la prostitution dans les années 30, un film très romantique et même mélodramatique.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Bonne pensée du matin ; 8 h. Les chemins de la connaissance : La mort de Gutenberg ; à 8 h. 32. La jeune fille ; 9 h. 7. Le tour de France par deux enfants ; 9 h. 30. (R). 1950-1975 : La troisième partie de la France ; 11 h. 2. Musique de chambre ; 12 h. 5. Agora ; 12 h. 45. Panorama ;

19 h. 40. Pour les jeunes : Mon ami Guignol ; 20 h. Jeux ; 20 heures en été.

20 h. 30. (R). Les grands noms de l'histoire du cinéma (cinéma français d'aujourd'hui) : « Le Chemin de Rio », de R. Siodmak (1936). Avec K. de Nary, J. Berry, S. Prim, J.-P. Aumont, G. Préville, S. Bataillon.

Pour les besoins d'un reportage, une journaliste s'embarque, à destination de Rio-de-Janeiro, avec des jeunes femmes prises dans la traite des blanches. Le récitier du brésilien a pour se venger de son patron, fait surgir la fille de celui-ci dans le cinéma.

A partir d'une enquête documentée sur la traite des femmes blanches à la prostitution dans les années 30, un film très romantique et même mélodramatique.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Bonne pensée du matin ; 8 h. Les chemins de la connaissance : La mort de Gutenberg ; à 8 h. 32. La jeune fille ; 9 h. 7. Le tour de France par deux enfants ; 9 h. 30. (R). 1950-1975 : La troisième partie de la France ; 11 h. 2. Musique de chambre ; 12 h. 5. Agora ; 12 h. 45. Panorama ;

19 h. 40. Pour les jeunes : Mon ami Guignol ; 20 h. Jeux ; 20 heures en été.

20 h. 30. (R). Les grands noms de l'histoire du cinéma (cinéma français d'aujourd'hui) : « Le Chemin de Rio », de R. Siodmak (1936). Avec K. de Nary, J. Berry, S. Prim, J.-P. Aumont, G. Préville, S. Bataillon.

Pour les besoins d'un reportage, une journaliste s'embarque, à destination de Rio-de-Janeiro, avec des jeunes femmes prises dans la traite des blanches. Le récitier du brésilien a pour se venger de son patron, fait surgir la fille de

ETRANGER

Reflets du monde entier



« Chère » fiancée

Un lecteur de la KOMSOMOLSKAYA PRAVDA, l'organe des jeunes communistes, écrit : « *Algu et moi, nous nous sommes mariés l'été dernier. Lorsque je lui rendais visite, il me semblait que ses parents ne regardaient d'un bon œil. (...) Après avoir terminé nos études, nous avons décidé de nous marier. Mais les parents d'Algu ont commencé à faire des allusions aux cadeaux que, d'après la coutume, je devais offrir — des cadeaux très coûteux, — ce qu'on appelle ici le « kalym ». Or mon père est à la retraite depuis très longtemps, et moi, je viens à peine de finir mes études... »*

Un poète kirghize, Aali Tokombayev, héros du travail socialiste, répond à cette question : « De nos jours, le « kalym » porte un masque. Ce n'est pas tout, on a même établi un code secret : une mariée qui a terminé ses études coûte plus cher ; la fille d'un homme qui a une bonne situation est plus appréciée que celle, disons-le, d'un simple kolkhozien. Pour certaines jeunes filles, ce « kalym », clandestin est un objet d'orgueil : plus élevé est le « kalym », plus chère est la fiancée. Le plus triste est que certaines personnes, qui ont des diplômes, sont habillées à la dernière mode et portent des cravates modernes, cherchent à expliquer cela par les traditions nationales et les coutumes sacrées des ancêtres (...).

Après avoir regretté « l'ennui des baptêmes civils et la monotonie des mariages komsomol », le poète septuagénaire constate : « Il n'est pas facile d'embrasser une nouvelle tradition, surtout si elle ne vient pas du cœur. »

L'amende fantôme

L'INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE rapporte cette histoire qui aurait enchanté Courrielme : « M. Eridal, photographe au Japon, a reçu par la poste une note de l'administration des douanes japonaises pour un montant de 600 couronnes. Il se rendit à la poste la plus proche et « paya » la facture. Quelques temps après, le bureau des douanes lui téléphona pour lui annoncer que, puisqu'il n'avait pas acquitté sa dette, il allait être taxé d'une amende de 100 couronnes (81 francs).

M. Eridal a refusé de payer l'amende, mais le bureau des douanes est intraitable et le traîne en justice. »

העולם הזה

Cachex ces seins...

L'armée israélienne a déclaré la guerre aux photos de femmes nues qui ornent traditionnellement les murs des camps militaires. L'état-major a donné l'ordre de les arracher toutes, révéla l'hebdomadaire de Tel-Aviv HAOLAM HAZEH.

Selon une chronique de l'état-major, « les photos de femmes nues portent préjudice aux croyances d'une partie des soldats et atteignent à la discipline. C'est pourquoi il est désormais interdit de coller des photos de ce genre — y compris des photos « artistiques » — dans les camps et partout où les soldats se réunissent ».

Les officiers sont appelés à veiller à ce que cet ordre soit scrupuleusement respecté, même dans leurs propres logements. D'après HAOLAM HAZEH, cet ordre a été donné à la suite des pressions d'un groupe de jeunes religieux qui entendent imposer aux forces armées leurs règles d'existence.

Un centenaire abusif

La vente aux enchères, chez Sotheby, à Londres, de deux bouteilles de vin qui auraient appartenu à la cave du premier ministre William Gladstone — pour la modeste somme de 105 livres pièce — a provoqué ce commentaire déabusé de l'hebdomadaire du SUNDAY TELEGRAPH :

« Ce vin a été mis en bouteille avant la crise du phylloxéra, qui, aux environs de 1880, détruisit de nombreux vignobles en Europe. Les experts pensent donc qu'il doit être particulièrement exquis, mais c'est peu probable. De toute façon, un vin centenaire ne peut être bu qu'à titre d'« expérience intéressante ». Il ne « survit » que très peu de temps après avoir quitté sa bouteille et on ne peut plus guère, alors, s'étendre entre amis sur ses mérites sans risquer de le voir « mourir » tout à fait. »

L'OPINION

Raisons humanitaires

Le quotidien de Rabat L'OPINION, organe du parti laïque (opposition nationaliste), relate cette étrange affaire :

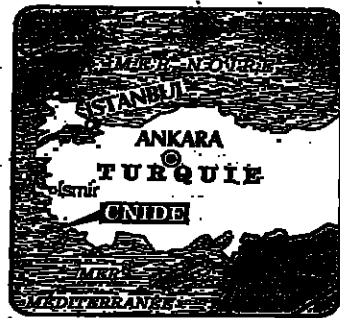
« Un mois de prison avec sursis, et une amende de 120 dirhams, telle est la punition que le tribunal de première instance de Meknès, statuant en matière pénale, vient d'infirmer au nom d'Azouel Moise pour détournement de fonds au préjudice du Comptoir des mines de Meknès, dont il était le directeur. Bien que condamné pénalement, c'est-à-dire dévoué par la justice qui lui a accordé cependant des circonstances atténuantes, Azouel Moise ne sera pas sommé de restituer les sommes qu'il a extorquées, la direction générale du Comptoir des mines, victime du vol, ayant jugé préférable, pour des raisons humanitaires, de ne pas donner suite à la constitution de partie civile (...).

» Signalons que le nommé Azouel aurait extorqué 118 millions de centimes. Mais la direction générale du Comptoir des mines estime qu'elle est dans l'impossibilité d'avancer un chiffre sur les détournements dont son agence de Meknès a été victime. »

هنا من الأمل

Lettre de Cnide

ENTRE COS ET RHODES, LE SANCTUAIRE D'APHRODITE EUPLOIA



puisque l'on pouvait invoquer Aphrodite Euploia, celle qui accorde le bon voyage, une Notre-Dame de la Garde.

Au moment où les Cnidiens fondent leur cité nouvelle, ils s'adressent, comme les habitants de l'île voisine et rivale, Cos, au plus célèbre sculpteur du monde hellénique, à Praxitèle. Pour leur nouveau sanctuaire ils lui commandent une statue d'Aphrodite. Deux furent présentées en marbre de Paros. L'une vêtue, les habitants de Cos la choisirent. L'autre nue, les Cnidiens la préférèrent. Etait-ce Phryné, la maîtresse du sculpteur ? Quoi qu'il en soit, le choix est heureux. De toutes parts les pèlerins, scandalisés et admiratifs, accourent. Pluie nous rapporte : « Tout le temple est ouvert, de telle façon que la statue est visible de tous les côtés. » Un auteur du deuxième siècle de notre ère donne une description du jardin, et Montaigne, dans son *Essai de l'Éducation des enfants*, en fait un lieu d'éducation pour les deux sexes. Les ruines sont maintenant dans la plaine, une chaleur douce fait tout éclore. »

Actuellement, une archéologue américaine — au nom prédestiné pour rechercher le sanctuaire d'Aphrodite, miss Lowe — dirige les fouilles. Elle est parvenue à déterminer son emplacement, à l'extrémité du promontoire. La légende de l'architecture, la forme circulaire de ce temple à ciel ouvert, entouré de seize colonnes, construit pour mettre en valeur le chef-d'œuvre de Praxitèle, et dont les proportions s'équilibraient évidemment avec celles de la statue, devaient conférer à l'ensemble une qualité rare. Le piédestal de la statue, portant gravé le nom de Prax (Prax), a été retrouvé.

De ce sanctuaire, la vue s'étend sur la ville en contrebas, ville dessinée sur les principes d'urbanisme d'Hippodamos de Milet : rues se coupant à angle droit. La monotonie du plan était toutefois corrigée par des terrasses commandées par la forte pente. De ce promontoire se découvraient les îles voisines, Cos et Nisyros ; les éphèbes d'Homère appliqués à la mer, au ciel et à la terre — et pour nous devenus conventionnelles — reprenaient leur vérité. La lumière coule sur le monde et la mer redonne à la mer non moissonnée. S'apaisent à la terre nourricière. Le matin, « lorsque aux doigts de rose », n'est plus un cliché, et au crépuscule, nous naviguons sur une mer devenant mauve par endroits, c'est « la mer

vineuse » de l'Odyssée. La cité était « une sorte de double ville », comme l'écrit Strabon, la ville résidentielle sur l'ancienne île de Crio et la ville proprement dite, où se distinguait deux théâtres, un odéon, le temple de Déméter (la statue de la déesse a été rapportée par Sir Ch. Newton au British Museum en 1857). Plus loin, l'enceinte avec ses trois portes et, au-delà des murs, la ville des « plus nombreux » : la nécropole.

Comme toutes les cités-Etats de cette Grèce d'Asie, Cnide a connu une histoire mouvementée et tragique. Au quatrième siècle avant notre ère, les Perses, après avoir occupé le royaume de Lydie, descendent progressivement vers le sud. Les Cnidiens songent à résister et à couper par un fossé l'isthme les reliant au continent. Les travaux commencent, mais les éclats de pierre blessent plus que de raison les manœuvres. L'oracle de Delphes (souvent influencé par l'or perse) est consulté. Le dieu répond :

« Ne creusez pas, n'élevez pas de remparts. Zeus lui-même De votre territoire aurait fait une île, s'il en avait ainsi décidé. »

Les Cnidiens renoncent, et le général Harpago entre dans la ville sans rencontrer de résistance.

De nos jours, si le visiteur veut vérifier le récit circulaire d'Hérodote, il peut tenter de retrouver la trace de ces travaux. Les pêcheurs turcs lui indiquent l'endroit le plus étroit de l'isthme. L'altitude n'est que de 50 mètres et la largeur de 1 kilomètre et demi. C'est Balıksiran (« le lieu où les poissons peuvent sauter par-dessus »), dans la crique de Benlik. Il y a encore un étroit passage pour les barques extérieures. Les chances de retrouver les entailles sont réduites. Mais le maquis, où abondent les cyprès et les myrtes, alternent avec des

forêts de conifères et d'érables, et les vues, enfin, sur le golfe de Cédramique, offrent une compensation.

Au moment du transfert de Cnide vers le site actuel se place un événement important : la cité, d'oligarchie, passe au stade de la démocratie. Un des plus illustres citoyens, Euxodios, aide à établir la Constitution, tout en poursuivant dans le même temps ses études de géographie, de philosophie et d'astronomie (il invente le cadran solaire horizontal). Une autre célébrité de Cnide, Sostratos, construit au troisième siècle avant notre ère le phare d'Alexandrie, une des sept merveilles du monde. Cnide possédait également un phare, église éclatant de son opulence.

Ainsi la cité-Etat de Cnide a dû sa prospérité et son rayonnement à son port et à Aphrodite Euploia. A l'Aphrodite de Praxitèle elle doit d'être encore connue par nous, et les répliques romaines du torse et de la tête de la statue au Vatican, au Louvre et à Vienne donnent une idée de la perfection un peu décadente de ce premier nu féminin. A son port, source de sa prospérité, la cité doit, paradoxalement, sa disparition. Les tremblements de terre avaient éliminé renversé les monuments. Les promoteurs s'empressèrent de transporter les pierres, fûts de colonnes et chapiteaux pour construire, ailleurs, forteresses, temples, églises et mosquées pour de nouveaux dieux et pour les princes byzantins, turcs et croisés. « Je l'ai surpassé, ô Salomon ! » s'exclama Justinien, inaugurant, en 548, Sainte-Sophie, composée d'éléments dérobés aux monuments grecs. Du port, les navires, au pied même de cette carrière de pierres toutes taillées, ont emporté une ville. De l'antique sanctuaire d'Aphrodite Euploia et de la cité de Cnide subsistent, aujourd'hui, un cimetière de ruines, un nom, et un site admirable.

RENÉ SERVOISE.

LA « OMRA »

Un pèlerin à La Mecque

(Suite de la page 5.)

La tradition attribue à Abraham en personne, que son fils Ismaël vint aider dans sa tâche par la suite, l'édification de la Ka'aba. Une construction de pierre grossière, de 6 mètres de hauteur environ, sur 12 de long et 10 de large, que recouvre entièrement une « housse » de drap noir brodé en fils d'or de quelques versets du Livre. Premier souci du pèlerin, aller déposer ses livres sur la Pierre noire (al-hafer al-esoud) scellée dans l'un des angles, et enchaînés dans une épaisse murure d'argent massif. Il va pouvoir entreprendre à présent le rite du tawaf, consistant en sept tournées autour de la Ka'aba, qu'il gardera à sa gauche.

C'est ici que va intervenir le choix d'un cicérone, le mutawaf, « guide » officiel, agréé par les autorités responsables du pèlerinage. Plus qu'utilité, indispensable, il a pour mission non seulement d'indiquer aux pèlerins au fur et à mesure de leur déroulement les rites auxquels ils devront se soumettre, mais surtout de diriger les troupes des nombreuses prières spéciales, qu'ils devront répéter après lui. Des prières que bien peu de musulmans peuvent connaître d'avance, et qui plus est, doivent obligatoirement être dites en arabe, alors que très nombreux sont les croyants : Indonésiens, Bulgares, Yougoslaves, Africains, Russes, Palestiniens, Iraniens, Turcs, etc., et même Arabes non instruits du langage classique — dont l'arabe littéraire n'est pas la langue de tous les jours, mais seulement celle des prières quotidiennes.

Ses sept tournées achevées, le pèlerin fera à titre surrogatoire, et quelle que soit l'heure par conséquent, une prière de deux prosternations, et s'en ira immédiatement après, une fois rafraîchi par quelques verres de l'eau sacrée du puits de Zem-Zem que des porteurs de gargouilles savent tenir toujours fraîche, accomplir les sept trajets (saw'y) entre les rochers de Aq-Qata et Al Maroua.

Ce parcours, dont une partie se fait comme trois des sept tournées autour de la Ka'aba) à un rythme accablant, rappelle la course désespérée d'Agar, femme d'Abraham, dans le désert qu'était alors cet endroit. Voyant son enfant, Ismaël, assouffi à l'extrême, Agar cherchait de quoi l'abreuver, lorsque Dieu fit jaillir l'eau du puits de Zem-Zem,

vénéré depuis lors — et depuis lors miraculeusement prodigieux, si l'on en juge par les milliers de mètres cubes qu'on en tire sans arrêt. Tous ces trajets, d'environ 700 mètres chacun, se font maintenant à l'abri de la vaste galerie bâtie exprès. Elle a été judicieusement dotée de deux circulations inverses à sens unique, évitant de terribles bousculades, et comporte en son centre un couloir réservé aux infirmes, que de jeunes apprentis mutawaf véhiculent sur des fauteuils roulants, en prenant bien soin de couvrir du mieux qu'ils peuvent la tête et les pieds des malades qui ne peuvent pas se tenir.

La fin de la septième course marque la fin de la « omra ». Désormais, le pèlerin peut abandonner l'état sacré d'ihram. Jadis, c'est en se sacrant d'ihram, que le pèlerin revenait à la vie laïque. Aujourd'hui, le mutawaf se contentera de lui couper très symboliquement, une mèche légère. Autantôt cette formalité accomplie, il pourra reprendre et ses vêtements et ses occupations habituels.

Depuis quatorze siècles...

« On trouve des signes évidents dans ce lieu où se tenait Abraham. (...) Il incombe aux hommes — à celui qui en possède les moyens — d'aller, pour Dieu, en pèlerinage à la Mecca. » (II, 125). Existe-t-il au monde un lieu semblable à celui-ci, un endroit où puisse prétendre à tant de privilèges ? Un simple point sur le globe terrestre ? Mais vers quoi depuis maintenant près de quatorze siècles, cinq fois chaque jour — à la pointe de l'aube, quand le soleil est à son zénith, au milieu de l'après-midi, au crépuscule, puis à la nuit tombée enfin, — quelques centaines de millions d'individus de langue et de peau différentes dirigent également leur regard, puis, l'instant d'après, leur prière.

« Un lieu où l'on revient souvent », une cité devenue un pôle — unique en son genre — dont la magnétisme s'exerce tout naturellement sur tout croyant, du jour de sa naissance à celui de sa mort. Et même au-delà de celle-ci, puisqu'il dormira son dernier sommeil le visage tourné dans l'orientation que l'aura été de son vivant vers la Ba' Allah, la maison de Dieu...

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

IMMIGRÉS

BEAUCOUP DE PATIENCE...

D'EX cents travailleurs immigrés patientent, alignés près des anciens locaux de la préfecture de Seine-Saint-Denis, à Bobigny : devant la porte fermée du bureau d'accueil, d'information et d'orientation pour les travailleurs étrangers. Certains sont là depuis 5 heures du matin et même bien avant.

A 7 heures, un policier, aimable, un fusillon brodé sur la manche de sa chemise bien claire, « Speak English », ouvre la porte et distribue des numéros d'ordre. Cent quatre-vingts, quelquefois un peu plus.

Les travailleurs immigrés de toutes nationalités peuvent alors pénétrer dans un bâtiment vitré, bas, trop petit pour contenir tout le monde. Sur un panneau mural, l'administration recommande de ne pas quitter la salle sous peine d'être rétrogradé dans la liste d'attente. Elle conseille également de ne pas amener les enfants « pour éviter les contagions et les accidents ». « Comment voulez-vous que je fasse », observe une Algérienne, « j'ai une carte provisoire, je dois venir ici tous les trois mois. C'est la quatrième. Je ne puis pas toujours faire garder mes enfants, surtout à 5 heures du matin. »

Il faut attendre 8 heures pour que derrière une grande cage vitrée, protégée par une rangée de barrières de sécurité métalliques, trois demoiselles apparaissent : « Dépêchez les guchets, s'il vous plaît. Un peu de silence, nous ne sommes pas sur un marché. »

Alors qu'une des fonctionnaires appelle au micro quelques noms ou une série de numéros, le policier a depuis longtemps, sauf quelques rares exceptions, cessé de distribuer des tickets. « Reprenez

demain, il n'y a plus de place. Il faut arriver plus tôt. » Quelques-uns, impressionnés par la foule qui emplait la salle n'insistent pas. D'autres tentent timidement de faire lever le veto opposé par l'agent de police. « Les manifestations d'impudence ou d'agacement sont rares », souligne ce dernier. Un employé de l'O.N.I. (Office national d'immigration), chargé des 8 h. 30 d'aider ceux qui se perdent dans la paperasserie, parle de « bêtelliers » en contemplant la pièce où chacun attend, résigné, son tour.

A 9 heures, les travailleurs immigrés auxquels les papiers ont déjà été remis sont de nouveau appelés au micro et envoyés par vagues successives dans un autre bâtiment. Là, après avoir fait une nouvelle fois la queue devant une batterie de terminaux d'ordinateur et ensuite à la caisse pour régler le prix de leurs timbres bleus, ils peuvent enfin quitter la préfecture avec leurs « papiers ».

Il est près de 16 heures parfois pour le dernier servi. Ils furent 111 487 à passer l'an dernier, soit 315 par jour ; 88 300, en 1974. En 1975, 20 700 dossiers ont été ouverts. Les étrangers en Seine-Saint-Denis (207 000 personnes) représentent près de 16 % de la population de ce département. Qu'est-il possible de faire ? Pour M. Raymond Perbot, le chef du service des étrangers depuis un an, il n'y a pas de solution. « On ne peut pas distribuer des numéros d'appel pour les jours suivants à ceux qui sont rejoints ou convoqués chacun individuellement pour une date précise. » La tâche est trop compliquée, le personnel insuffisant.

MICHEL BOLE-RICHARD.

JEUNESSE

Les « colos » ont cent ans

(Suite de la première page.)
C'est à cette diversification et à ses conséquences pédagogiques, ainsi qu'à l'œuvre éducatrice des grandes associations (1) que les colonies et autres séjours de vacances doivent leur évolution, d'ailleurs inégale. Ce sont les colonies qui ont le moins changé. Si les « jolies colonies de vacances », souvent brocardées, se font rares, l'aspect « garderie éducative » reste généralement, par la force des choses, leur principale caractéristique. Plus les effectifs sont importants (surtout au-delà de la centaine), plus les animateurs sont jeunes et inexpérimentés (ce qui va presque de pair, puisqu'on peut le devenir à dix-sept ans et qu'on le reste souvent très peu de temps), et moins une activité diversifiée et ouverte aux innovations est facile à mener à bien.

Un sondage effectué récemment par le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports dans soixante-quatre départements montre que près de 80 % des séjours relèvent du secteur des associations, alors que 15 % sont organisés par des municipalités et que 5 % dépendent de comités d'entreprise.

Air pur et pop music

Ce dernier cas, le plus rare, est celui où l'association assure par un prélèvement régulier d'une fraction de la masse salariale, est souvent de mise. Les municipalités, en revanche, et plus encore les associations, éprouvent des difficultés croissantes à proposer aux enfants autre chose que l'indispensable. « Que voulez-vous que je fasse », interrogeait telle directrice de centre de vacances, avec à peine un franc par enfant et par jour ?

Il existe pourtant un système complexe d'aides et de subventions. L'Etat (qui aide, d'ailleurs

part, les grandes associations de formation des animateurs et directeurs de centres de vacances), a attribué, pour l'année 1976, 2,5 milliards de francs pour l'équipement et le fonctionnement des centres de vacances. C'est devenu un lien commun, parmi les gestionnaires, d'affirmer que cette subvention permet d'attribuer aux enfants « moins d'un pot de yaourt par enfant et par jour ». Il est certain que cette aide est, en proportion, moins forte qu'il y a quelques années. La répartition par l'Etat de la T.V.A. encourue sur tous les produits achetés par les centres de vacances préoccupe également les associations.

Le Calme national des allocations familiales apporte, de son côté, une aide importante aux colonies et camps de vacances : en 1974, plus de 97 millions de francs. Les deux tiers de cette somme consistent en « bons de vacances » attribués à des familles (en général nombreuses et disposant de bas revenus). Le montant de ces bons était de 129 francs par enfant et par séjour en 1974. Mais le nombre d'enfants qui en bénéficient (près de deux cent quatre-vingt-huit mille) ne cesse de diminuer depuis 1968, alors que les dépenses sur responsables augmentent régulièrement.

Les statistiques et les critiques des grandes associations d'éducation populaire conduisent aux mêmes constatations : les colonies de vacances sont aujourd'hui « réservées » aux enfants des familles les plus démunies (qui ne peuvent les envoyer que grâce à des aides de toutes sortes), ou à ceux des familles aisées, pour lesquelles une dépense quotidienne de 35 francs (c'est le prix moyen de journée cette année), à laquelle s'ajoutent les frais inhérents à la constitution du « troussseau » et le rituel « argent de poche » ne constituent pas un obstacle.

Charité pour enfants qui ne peuvent connaître d'autres vacances ou garderies pour ceux dont les parents veulent — et peuvent — prendre seuls une partie au moins

de leurs vacances, la colonie a aussi ses « exclus » : une grande partie des enfants des familles disposant de revenus moyens.

Hormis cette légère troncature, parfois teintée de nostalgie, que leur évocation provoque inévitablement, les colonies de vacances ne font guère parler d'elles. Mais qu'une noyade tragique ou une malencontreuse intoxication alimentaire viennent compromettre ou simplement perturber un séjour, l'événement fait aussitôt scandale : il faut un « responsable ». Si la sévérité des règlements de sécurité et le souci de leur respect sont en soi positifs et indispensables, cette garantie (qui a aussi son équivalent sur le plan moral) a développé un juridisme et une obsession de la sécurité qui découragent toute initiative. Timorés ou inhibés par la peur de « l'accident », individuels ou collectifs, de nombreux directeurs ou animateurs confondent l'impératif de « sécurité d'abord » avec un autre qui ne lui ressemble que de loin : « routine toujours ». Cela explique que d'une région à l'autre, les activités soient trop souvent les mêmes. La peur de la noyade, de la chute et des automobiles barre souvent l'horizon des responsables et restreint d'autant celui des colons.

Toutefois, ce serait une erreur que de confondre les colonies de vacances avec quelque vaste entreprise de retour à la nature. On s'en convainc aisément en voyant et en entendant d'un bout à l'autre de la France des groupes d'adolescents qui s'agitent en cadence, qu'il pleuve ou fasse soleil et quel que soit le moment de la journée, au son des derniers succès du hit-parade. En cela aussi, les colonies de vacances ont changé.

MICHEL KAJMAN.

(1) Il s'agit des Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation neuropsychomotrice (C.E.N.E.N.), des Centres de vacances (C.P.V.), de la Fédération des familles de vacances (F.F.V.), de la Fédération des centres de vacances (F.C.V.), de la Fédération des centres de vacances et de l'Union française des centres de vacances de loisir et de grand air (U.F.C.V.).

FAITS DIVERS

Les incendies de forêt

M. PONIATOWSKI INDIQUE QUE PLUS DE 70 000 HECTARES ONT BRULÉ

DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE
L'incendie de Beaumes-lès-Venise (Vaucluse) a été circonscrit vendredi 6 août (le Monde du 7 août), mais d'autres feux de forêt et de garrigues se sont déclarés, notamment dans le Gard. Près de Châteaubriant (Loire-Atlantique), 400 hectares de forêt ont été brûlés vendredi. Dans l'Ain, près de Bellay, la forêt a pris feu sur un front de 1 kilomètre.

(De notre correspondant régional.)
Marseille. — Après Chamonix, où il avait inspecté les moyens de sécurité et de sauvetage en montagne, M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, a rendu visite, vendredi 6 août, aux pilotes de Canadair basés à Marseille-Mariagnan. Le ministre a indiqué que, depuis le début de l'année, plus de 70 000 hectares, principalement en Bretagne, en Savoie et dans le Midi de la France, ont été brûlés, contre 21 000 seulement à la même date l'an dernier. Ce bilan, très lourd, est le résultat de la conjonction de la sécheresse, dont les effets ont été aggravés, ces temps derniers, par le vent. Mais M. Poniatowski a aussi stigmatisé la négligence des particuliers.

Le ministre a rappelé que la France dispose actuellement de douze Canadair pour la lutte contre l'incendie. Trois autres appareils seront achetés et mis en service d'ici à 1979. M. Poniatowski a exhorté les départements à « prendre en main le financement et la politique de prévention des incendies ». Il a cité en exemple le Var, où ont été créés des tranchées pare-feu, des points d'eau, des pistes d'accès, des postes de surveillance.

M. JUQUIN (P.C.) : le problème est politique

M. Pierre Juquin, membre du comité central du parti communiste, chargé des problèmes du cadre de vie, a visité vendredi les communes de la région des Aspres (Pyrénées-Orientales), atteintes la semaine dernière par un incendie qui a ravagé près de 20 000 hectares. Il a déclaré : « Le problème est politique. La forêt méditerranéenne n'est pas industriellement rentable, le gouvernement ne fait pas d'efforts pour la préserver. »

UN AUTO-PORTRAIT DE REMBRANT VOLÉ AU MUSÉE D'AIX-EN-PROVENCE

Le musée Granet, d'Aix-en-Provence, vient de perdre un chef-d'œuvre, l'autoportrait de Rembrandt, reçu en donation il y a environ cent ans, de la famille de Rembrandt, le grand-père de Fabre. Il a été volé durant la nuit du jeudi 5 au vendredi 6 août.

La disparition de ce petit tableau (30,7 x 24,3 centimètres), d'une grande densité picturale, peint vers la fin du XVIIe siècle, a été constatée à l'ouverture du matin, sans qu'aucune trace d'effraction ait pu être relevée.

RIXE MORTELLE DANS LE LOIRET

Un jeune homme âgé de vingt ans, M. Patrick André, domicilié à Chenouillet-sur-Meuse (Val-de-Marne), a été mortellement blessé par un travailleur immigré d'origine algérienne, M. Ibrahim Keddac, âgé de 26 ans, dans la soirée du 4 août, dans la soirée à Sully-sur-Loire (Loiret). L'incident, qui n'a été connu que plus tard, a eu lieu dans un hôtel de la périphérie, le Sully-Wallis.

A la suite d'une altercation à propos du salaire d'un ouvrier en langue arabe diffusé dans l'établissement, M. Ibrahim Keddac, âgé de vingt-six ans, a porté plusieurs coups de couteau à M. Patrick André, âgé de quarante-huit ans, qui se trouvait à son côté. Ce dernier est actuellement hospitalisé à Gien.

M. Keddac a été inculpé par un magistrat instructeur de Montargis, M. Elisabeth Baynaud, de « coups et blessures volontaires » ayant entraîné la mort sans intention de la donner » et écroué à la prison de Montargis.

Plusieurs centaines de travailleurs immigrés travaillent dans cette région du Loiret à la construction de la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly.

© Un engin, fabriqué à l'aide d'une bouteille de gaz, a explosé samedi 7 août, vers 10 h. 40, dans un bureau du palais de justice de Vannes (Morbihan), blessant une personne.

La victime est une femme de ménage, qui a été atteinte au visage et aux jambes. L'attention n'a pas été revendiquée.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Les visiteurs à l'honneur

La première soirée du championnat, vendredi 6 août, a été celle des surprises. Parmi les dix équipes qui jouaient à domicile, trois seulement ont gagné : Angers, Bastia et Lille. Lens a fait match nul à Marseille après avoir mené 2-0. Saint-Etienne a éprouvé quelques difficultés à Valenciennes pour égaliser dans les dernières minutes de la rencontre. Cinq équipes ont gagné sur le terrain de leur adversaire : Nice à Sochaux, Nîmes à Rennes, Nantes à Metz, Bordeaux à Troyes et Lyon à Paris. Pau de buts (31) ont été marqués à l'occasion de cette première journée, mais il est encore trop tôt pour savoir si c'est une conséquence de la suppression du point de bonification accordé jusqu'alors à toutes les équipes qui gagnaient avec au moins trois buts d'écart.

Quatre joueurs indisponibles à Paris-Saint-Germain (Humberto, Justier, Renard, Tokoto), quatre à Lyon (Brisson, Cacchioni, Gargueta, et Domenech suspendu) avant même le premier match officiel de la saison ! Cette situation paradoxale est pour tant le résultat logique de la priorité accordée en France aux intérêts financiers des clubs.

Avec la saison de compétition la plus longue d'Europe (championnat à vingt clubs et coupe par matches aller et retour), le football français s'offre chaque fois ses petits coups de folie : reprise brutale des entraînements pour des organismes qui n'ont pas été préparés à l'effort, le plus souvent, multiplication, à raison de deux ou trois par semaine, des lucratives rencontres de « préparation », réhabilitation pour le moins étonnante à l'occasion des premières journées.

Ainsi, le 6 août, à Saint-Ouen (de Paris des Princes étant indisponible en raison des travaux), Paris-Saint-Germain et Lyon se trouvaient déjà à égalité, 1-1, après quatre minutes de jeu. Les Lyonnais avaient ouvert le score par Mariot dès leur première attaque. Les Parisiens avaient répondu sur penalty. D'ailleurs, promu cette année meneur de jeu et capitaine.

Edifié pour les spectateurs, cette flambée initiale n'était qu'un feu de paille et il fallut attendre, en deuxième mi-temps, l'effondrement des Parisiens, après la sortie sur blessures de Lokoli, leur défenseur « libre », pour voir trois nouveaux buts marqués comme à la parade par Lyon par Lech, puis par Lestienne, qui a marqué une deux-avec Chiesa.

(cinquante-troisième minute), par Spiegel assené (cinquante-deuxième minute) et par Mariot sur coup franc (soixante-septième minute). Même si Plassucci réduisit l'écart sur coup franc (quatre-vingt-unième minute), il paraît bien difficile de juger Paris-Saint-Germain sur cette première rencontre. Si l'efficacité du club n'a pratiquement pas changé depuis la saison dernière (départs de Dogliani et Cardlet, retour de Renaut), les trop nombreuses blessures obligent Vélho Vasovic, le nouvel entraîneur, à aligner une formation assez éloignée de son équipe type.

Engagé pour remplacer Just Fontaine, à qui les dirigeants parisiens reprochent un manque d'autorité sur les joueurs et certains relâchements dans la direction des entraînements, Vélho Vasovic a déjà répondu à leur attente dans ce domaine. Il lui reste encore à faire appliquer dans le jeu la même rigueur qu'à l'entraînement.

Ce ne sera sans doute pas le plus facile avec une équipe capable du meilleur et des pires euphoriques dans les bons jours, mais tout aussi portée au fatalisme ou à une certaine nonchalance dans le sort semble contraire.

GERARD ALBOUY.

LES RESULTATS

Angers b. Nancy	2-1
Lille b. Reims	2-1
Marseille b. Lens	2-2
Lyon b. Paris-S.G.	4-2
Nîmes b. Rennes	1-0
Nice b. Sochaux	2-0
Bastia b. Leval	2-1
Nantes b. Metz	2-1
Valenciennes b. Saint-Etienne	1-1

JUSTICE

La disparition de l'ancien colonel nazi

Le préfet de Haute-Saône indique que l'« affaire Peiper » est née d'une campagne systématique

Le préfet de la Haute-Saône, M. Bernard de Pelagay, vient d'adresser une longue lettre aux maires du département à propos de l'affaire Joachim Peiper, afin, écrit-il, de « répondre aux interrogations de la population de la Haute-Saône et de pour couvrir court à un certain nombre de rumeurs ».

A propos de l'entrée en France de l'ancien colonel SS, le préfet indique notamment qu'il n'y a eu « aucune mesure de faveur particulière », et qu'il s'est établi en France « en tant que ressortissant d'un pays membre de la C.E.E. ». « Conformément à certaines obligations répandues à dessein, son passé était inconnu, poursuit le préfet. En dépit des affirmations d'une certaine propagande, la France n'est pas un Etat policier, et, lorsqu'un étranger, originaire de la C.E.E., est en règle, il n'est fait sur lui aucune vérification d'usage ou enquête systématique. »

M. Bernard de Pelagay rappelle ensuite que Joachim Peiper, durant les douze ans qu'il a passés à Travers, n'a pas alimenté la chronique locale ni attiré l'attention de la population, qui ne lui a manifesté qu'une certaine indifférence, et en aucun cas de « sympathie ». « Le 21 juin 1976, il n'y avait pas d'affaire Peiper, poursuit le préfet. Celle-ci a été déclenchée le 22 juin par une campagne systématique menée par une organisation politique. »

Evocant l'expulsion éventuelle de Joachim Peiper, le préfet note que « l'expulsion des étrangers est strictement réglementée en France, de façon à éviter tout arbitraire, et qu'il ne suffit pas d'une campagne de presse pour reconduire à la frontière, comme dans certains États totalitaires ». M. de Pelagay souligne alors qu'il s'agit d'un présumé de trouver une solution « moins délicate » et qu'il s'était engagé auprès des représentants des anciens combattants, qu'il a reçus à plusieurs reprises, à ne pas renouveler le titre de séjour de Joachim Peiper en février 1977.

Le préfet de la Haute-Saône, parlant enfin de l'enquête en cours, estime que « le soi-disant enlèvement de certains est par conséquent d'être interrogés est par

faitement injustifié et déplacé. L'expérience à un parti politique, un syndicat, une administration, une association ou un corps constitué ne dispense pas d'avoir à rendre compte à la justice ou d'être soumis aux lois de la République ».

SOCIÉTÉ

LA SOLITUDE DES MARGINAUX

Les petites annonces de Libération sont la planche de salut des marginaux en tous genres. Pour vendre ou acheter un camping-car, trouver une place dans une voiture pour Amsterdam ou rencontrer de chouettes copines, c'est là qu'il faut s'adresser. Et, en plus, c'est gratuit. Pour les copines, cela devient plus difficile depuis que le rubrique « Chéri, je t'aime » (du genre : « Mac baraqué, sans de l'humour, cherche dans symple, au moins 1,65 m et pas plus de 55 kg, 20 ans maxi, libre et sans préjugés ») s'est abîmée dans un grave débat idéologique sur le phalloclisme.

Mais il y a des annonces qui donnent à rêver. Témoin cet appel anglosaxonnais relevé ce samedi entre les rubriques « Taulards » et « En route » :

URGENT. Mes garçons 5 et 7 ans cherchent copains, copines, avec papa et maman. Je vous le jure, nous n'en avons pas de tels dans une grande maison de 18 pièces, avec piscine, grand parc, à 60 km de Paris. URGENT. Tél. JACK 561-...

Pauvre Jack, tout seul avec ses deux garçons dans ses dix-huit pièces, sa piscine et son grand parc ! Il a touché le fond de la détresse, en marge des marginaux. A moins qu'il n'ait réussi un méchant canular.

SPORTS

SEPT PERSONNES ONT DEMANDÉ L'ASILE POLITIQUE AU COURS DES JEUX OLYMPIQUES

(De notre correspondant)

Québec. — Sept personnes, cinq athlètes roumains, un athlète soviétique, et un journaliste éthiopien ont demandé, au cours des Jeux olympiques, refuge au Canada. Les responsables des Jeux, qui avaient préparé leur personnel à recevoir des demandes, pensaient qu'elles seraient beaucoup plus nombreuses.

Seul le jeune plongeur soviétique, Sergueï Nemtsov, a reçu une autorisation provisoire de résidence, valable jusqu'à la fin de janvier 1977. Les six autres cas sont étudiés par un comité interministériel, qui devrait prendre une décision d'ici la fin du mois d'août, à l'expiration du visa des personnes concernées et de leur accréditation par le Comité organisateur des Jeux olympiques de Montréal (COJO). Pour des raisons de sécurité, on a tu jusqu'ici les noms de ceux qui ont demandé le statut de réfugiés.

Le droit d'asile politique n'existe pas en tant que tel au Canada et seul le statut de « réfugié » politique, au sens de la Convention de Genève, peut être demandé par un ressortissant étranger de passage. La notion de « réfugié » est définie ici comme « toute personne craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, qui se trouvant hors du pays dont elle a la nationalité, ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ». Les membres du Comité interministériel chargé d'examiner le cas des cinq Roumains et de l'Ethiopien travaillent avec le concours du haut commissariat aux réfugiés des Nations unies. — L. B.

LE SNEP COMMENTE

LA RÉGRESSION DES FRANÇAIS AUX JEUX OLYMPIQUES

Dans un communiqué publié le 6 août, le Syndicat national de l'éducation physique (SNEP) estime que « la régression des résultats français depuis les Jeux olympiques de Londres, en 1948, est à mettre en parallèle avec la dégradation des horaires d'éducation physique dans le second degré pendant la même période ». Le SNEP note que « les petits Français faisaient alors quatre à cinq heures d'éducation physique par semaine contre deux actuellement », et rappelle qu'il faudrait recruter trois mille professeurs à la rentrée pour pouvoir assurer trois heures par semaine.

LE REFUS DE GUY DRUT DE PARTICIPER À LA FÊTE DE « L'HUMANITÉ »

Raisons politiques ou raisons sportives ? Le refus de Guy Drut — et non son « désistement » comme nous l'avons écrit imprudemment dans le Monde du 7 août — de participer à la Fête de l'Humanité peut être interprété diversément. Présentant jeudi les programmes sportifs de cette manifestation, M. Roland Leroy avait déclaré : « Guy Drut, comme les autres sportifs, sera invité. Ce n'est pas nous qui coupons la France en deux », faisant ainsi allusion à certains propos tenus par l'athlète à Montréal. Cependant, selon Guy Drut, qui doit disputer un décathlon à l'occasion des 5 et 6 septembre, il s'agit uniquement de condition physique : « Je ne peux pas dire si je serai capable de courir au lendemain de ce décathlon, mais je tiens à me battre, sinon, affirme-t-il, si j'avais été libre, bien sûr je serais venu à la Fête de l'Humanité. »

Le champion olympique du 110 mètres haies s'entonne Casanov, le Cubain, médaille d'argent dans cette discipline, puisse participer à la rencontre de La Courneuve alors qu'il avait assuré « être dans l'impossibilité de venir en France pour le meeting du Stade Français », sensiblement à la même époque.

D'UN SPORT A L'AUTRE...

TENNIS. — Après le succès de John et David Lloyd devant les Italiens Paolo Bertinucci et Adriano Panatta, battus 6-3, 3-6, 6-3, 18-16, 6-2, l'Italie ne mena plus que par deux victoires à une fin de zone européenne de la coupe Davis, groupe B.

Le Français Christophe Cassa s'est qualifié pour les demi-finales du tournoi de La Baule en battant Georges Goven 3-6, 6-2, 6-3. Les autres qualifiés sont l'Anglais Robinson, l'Australien Mac Namara et l'Argentin Clero.

VOILE. — Après avoir gagné la deuxième régate, le vendredi 6 août, le bateau américain Resolute Salmon occupe la première place du classement général de la One Ton Cup, devant Jimmy Chislet (Nouvelle-Zélande) et Pled Piper (États-Unis).

BÈGUES

Depuis 1938, les découvertes d'un Ancien Bègue, rééditent le bégolement à tout âge. Ex. Fr. M. Baudet, 105, bd Wilson, 33200 Bordeaux.

CLINIQUE DES CHARMETTES S.A.
Chemin de Mornex 10
CH-1903 Leussens-Valais
Tél. (041) 21-20-41-31
Gynécologie et obstétrique
Hospitalisation médicale temporaire
Ouverte toute l'année.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

SÉCHERESSE

BILLET

200 000 tonnes de paille gâchées

« Les éleveurs auront, cet hiver, du fourrage en quantité suffisante et à des prix normaux », a affirmé M. Pierre Méhaignerie, en visitant vendredi 6 août la Foire régionale des vins d'Alsace, à Colmar.

Dans les milieux de l'élevage, on est loin de partager l'optimisme du secrétaire d'Etat à l'Agriculture. On craint que tous les besoins n'aient pas été formulés, et que des ruptures d'approvisionnement ne se déclarent au cours de l'hiver, en dépit des « plans paille » mis en place dans les départements sinistrés par les fédérations d'éleveurs.

Or, restent sur les champs quelque 500 000 tonnes de paille, qui n'ont pas actuellement trouvé preneur. Pour pratiquer les cultures dérobées, rendues possibles par la pluie, les agriculteurs devront enfouir ou brûler cette paille. Depuis début juillet, ces opérations sont interdites, mais on envisage dans certains départements des dérogations. Il y aurait un moyen d'éviter que cette paille ne soit entièrement perdue : instituer un stock national de quelque 200 000 tonnes.

L'idée a été lancée par les services des chambres d'agriculture : des entreprises de travaux agricoles auraient boté la paille, qu'auraient ensuite stockée les coopératives céréalières. Financièrement, l'opération se serait présentée ainsi : la valeur de 200 000 tonnes de paille atteignant 28 millions de francs, les éleveurs auraient dû verser une caution de 10 %, soit 2,8 millions de francs ; compte tenu de leurs difficultés finan-

cières, la prise en charge aurait pu être assurée pour moitié par l'ONIC (Office des céréales) et pour moitié par l'ONIBEV (Office de la viande).

Ce projet a été discuté le 5 août par un groupe qui réunissait, autour de M. Méhaignerie, les représentants des quatre principales organisations paysannes. M. François Guillaume, secrétaire général de la Fédération des exploitants (F.N.S.E.A.), s'est opposé à son adoption, faisant du même coup capoter l'affaire. Motif : les fédérations départementales ont mis sur pied le « plan paille », et la solidarité professionnelle a joué ; nul besoin d'un plan national, qui ne ferait que compliquer les choses.

Autrement dit, la paille qui n'a pas encore trouvé preneur sera perdue pour tout le monde, qu'elle soit brûlée, enfouie, ou qu'elle pourrisse sur les champs. Toutes les bonnes volontés, paysannes ou militaires, n'y changeront pas grand-chose, car toute cette main-d'œuvre est bien occupée à ramasser la paille qui fait l'objet de ce projet. Mais si l'hiver est précoce et long, si les réserves ont été surestimées... Des éleveurs devront abattre leur cheptel. Parce que le secrétaire général de la F.N.S.E.A. n'a pas voulu que l'action de la Confédération nationale des éleveurs départementales soit concurrencée par un plan national ! On a peine à comprendre. D'autant que la constitution d'une réserve nationale de paille est depuis des années une des revendications de la Confédération de l'élevage. — A. G.

● TRENTE-SIX DÉPARTEMENTS SONT DESORMAIS DÉCLARÉS ZONE SINISTRÉE pour certaines cultures en raison de la sécheresse. Aux vingt-neuf départements déclarés sinistrés à la fin de la semaine dernière (le Monde daté 1^{er} et 2 août), sont ajoutés l'Aveyron, le Finistère, l'Isère, la Marne, la Mayenne, le Nord, le Pas-de-Calais. En outre, la sécheresse affecte toujours gravement le Morbihan et la Corrèze. A Vannes (Morbihan), devant le risque de pénurie d'eau, le réseau d'Arzal a été raccourci sur celui de Rhuys, et le branchement des réseaux d'Arzal et de

Vannes se fera en début de semaine. Plusieurs communes du canton de Bérignat (Corrèze) ont été privées d'eau pendant plusieurs jours.

● LA FONDATION pour l'action culturelle internationale en montagne (Saint-Bon-Courchevel) et l'Institut des droits de l'homme (fondation René-Cassin) vont bénéficier de l'exonération des droits de mutation pour les dons et legs qui leur seront consentis. Le principe de cette exonération est prévu par le code général des impôts.

ANNONCES CLASSEES

La ligne	La ligne T.C.	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	36,00	L'IMMOBILIER	25,00
Offres d'emploi « Placards encadrés »	42,03	Achat-Vente-Location	30,35
minimum 15 lignes de hauteur		EXCLUSIVITES	32,00
DEMANDES D'EMPLOI	38,00		37,36
CAPITAUX OU	8,00	L'AGENDA DU MONDE	25,00
PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	(chaque mercredi et chaque vendredi)	29,19

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

L'HOPITAL PSYCHIATRIQUE DE VILLE-ÉVRARD recrute sur concours les 12 et 17 septembre 1976 TROIS PERFORMEUSES VÉRIFIABLES Salaire de début 2.000 F. Les candidats devront remplir les conditions : — Jouir de leur droit civique. — Posséder la nationalité française ou l'indépendance. — N'être atteints d'aucune maladie ou infirmité incompatible avec l'exercice de leur fonction. — Occuper un poste de perfectionnement ou de doctorat en psychiatrie à la date d'ouverture du concours. Adr. les candidatures à : M. le Directeur de l'Hôpital psychiatrique de Ville-Évrard, 93300 Neuilly-sur-Marne. Avant le 26 août 1976.

Régionales

STE. DISTRIBUT. PRODUITS PÉTIOLÉS ET ENTREPRISE CHAUFFAGE RECHERCHE CHEF D'AGENCE Lieu de travail : ARDECHE — Formation ou expérience technique-commerciale ; — Sens de l'organisation ; — Bon gestionnaire ; — Libre immédiatement. Ecrire avec C.V. détaillé + prétentions photo, à : HAVAS LYON 6328. Important : Société recherche forte personnalité pour vente matériels grande diffusion. Gros chiffre réalisable. Important salaire assuré. Place d'éventuel.

L'immobilier

appartem. vente
Paris Rive gauche
Odeon 2 pièces, kitchenette, placard, s. de b. wc. IMMEUBLE CLASSE 325-21-34 - 727-86-38
Jussieu FACILE VUE SUR JARDIN DES PLANTES 35 immeuble classé, idéalement living avec cheminée et poutres à l'alcove, tout confort. Direct. Propriétaire, samedi dimanche, de 11 à 18 h : 1, RUE LINNE, 54-Michel, Luxembourg. Poterie et STUD. et 3 P. 2. Immeuble rénové. Renseignements : M. 54-45-09, ou sur place : 44, rue Monsieur-La-Prince.

locations non meublées
Paris
APPART. A LOUER GRAND STANDING
AVENUE ROCHER
EN BORDURE DU BOIS
Loyer 1.200 F T.C.
+ 6.000 F. répartition forfaitaire.
TEL : 336-03-85
dem. M. ZANGUARI

pavillons
BLANCOURT VILLAGE
De réco. pav. 6 pces, 2 baigns, garage, jardin, impeccable.
345.000 F. - Tél. 620-45-14.
BLANCOURT (ville nouvelle)
ST-QUENTIN-EN-YVELINES
Pavill. neuf 146 m² + gar. 1 ar. 410.000 F. dont 250.000 F. P.T.C.
Tél. : 621-45-29.

terrains
ST-GERMAIN-EN-LAYE 27
R.E.R.
Beau terrain viabilisé 1.200 m², les 14.600 300.000 F. Agence Gare, Saint-Germain - 975-77-77.

fonds de commerce
Vos Fonds garage mécan. auto. Utile pour peinture, 1.200 m², dont 700 m² couverts, chef-lieu canton Yonne, 12 km autoroute. P.T.C. exceptionnel. - Tél. 26-33-12-92.

Province
Part. à P. vend à OLIVET (45) 2 pièces, résidence standing (tennis, piscine).
Mlle ROZEE - 301-34-43.

L'Italie peut encore « tirer » 500 millions de dollars sur le F.M.I.

Washington (A.F.P.). — L'Italie a légalement la possibilité de tirer un peu plus de 500 millions de dollars sur le Fonds monétaire international, précise-t-on au siège de l'organisation à la suite de la déclaration du premier ministre italien désigné, M. Mario Andreotti, selon laquelle Rome désire reprendre la négociation sur l'ouverture d'une ligne de crédit de 500 millions de dollars.

Le gouvernement italien avait épuisé l'an dernier la totalité de ses possibilités d'emprunt sur le F.M.I. Mais les ministres des finances du comité intérimaire lors de leur réunion à la Jamaïque, en janvier dernier, ont décidé de porter de 100 à 145 % de la quote-part les possibilités de tirage sur les tranches de crédit. L'Italie, dont la quote-part s'élève à 1 milliard de droits de tirage spéciaux, a donc vu ses possibilités de tirage augmenter de 450 millions de D.T.S. soit environ 516 millions de dollars.

SÉCURITÉ SOCIALE

LES DIRIGEANTS DE LA CONFÉDÉRATION DES CHIRURGIENS-DENTISTES SE DÉCLARENT SATISFAITS DE LEUR ENTREVUE AVEC M. CHIRAC

Les dirigeants de la Confédération des chirurgiens-dentistes reçus à Matignon le jeudi 5 août ont présenté au premier ministre un Livre blanc de la profession dentaire (« le Monde » du 13 juin). Le président de la Confédération, M. Jandras, et le secrétaire général, M. Blanchet, se sont déclarés extrêmement réconfortés de leurs contacts avec le premier ministre : M. Chirac leur a donné un certain nombre d'assurances, notamment sur le remboursement des soins dentaires aux assurés sociaux. A cet égard les dirigeants de la Confédération ont rappelé qu'il existait une étude avancée avec la direction nationale de la Sécurité sociale et que d'ici fin septembre ce problème, devrait être suffisamment avancé et pourrait faire l'objet d'un plan triennal qui permettrait progressivement d'améliorer la situation actuelle.

Pour les revendications essentielles de la profession, les deux dirigeants sont convaincus que, si les décisions de principe prises aujourd'hui se traduisent concrètement, la situation se débloquera avant la fin de l'année. Ils ont d'ailleurs souligné qu'ils n'avaient aucune raison de douter des assurances qui leur avaient été données. Sur le plan fiscal la Confédération s'est toujours déclarée en faveur de la « transparence fiscale ». M. Chirac a promis d'intervenir auprès de M. Fournier pour qu'elle obtienne audience, la Confédération se déclarant ouverte à toutes les solutions. Elle estime d'ailleurs que le premier ministre est allé aussi loin qu'il le pouvait.

A L'ÉTRANGER

L'OPEP prêtera sans intérêts 400 millions de dollars à une quarantaine de pays pauvres

Les ministres des finances de trente États membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), réunis les 5 et 6 août à Vienne, ont examiné les modalités de leur aide financière aux pays les plus pauvres.

De notre correspondant

Vienne. — A la veille de leur réunion, les ministres des finances de l'OPEP se trouvaient placés devant le choix suivant : soit contribuer immédiatement comme ils l'avaient décidé en novembre 1975, au milliard de dollars nécessaire à la mise en fonction du Fonds international pour le développement agricole (FIDA) (le Monde des 15 et 21 juin) ; soit attendre que les pays industrialisés fournissent l'intégralité de leurs propres contributions. Les ministres n'ont pas apporté de réponse claire à cette alternative. A l'issue de deux jours de discussions, ils ont affirmé qu'ils renouvelleraient leur engagement de verser au FIDA 400 millions de dollars prévus sur les ressources du Fonds spécial de l'OPEP (telles qu'elles s'élèveront à 1 000 millions de dollars), à condition toutefois que les pays développés apportent de leur côté l'équivalent d'au moins 600 millions de dollars. Une position ambiguë qui illustre les divergences qui ont éclaté à propos du FIDA entre les pays développés et l'OPEP. Créé en novembre 1975 à Rome, lors de la conférence mondiale de l'alimentation, afin d'aider les pays pauvres à surmonter leur pénurie alimentaire, le FIDA aurait dû entrer officiellement en fonction en juin 1976. Quarante-cinq pays devaient bénéficier de ce fonds (vingt-huit africains, onze asiatiques et cinq d'Amérique latine). Il fallait pour cela que le montant de 1 milliard de dollars, fixé

à Rome comme mise de fonds pour l'ouverture du FIDA, soit réuni. Or, il manque toujours quelque 64 millions de dollars. Les pays de l'OPEP — répondant ainsi à la demande des Nations unies — avaient initialement offert de participer pour 500 millions de dollars. Au début de 1976, ils ont décidé de réduire cette somme à 400 millions de dollars, estimant « injuste » que l'on demande à des pays en voie de développement (parmi lesquels se rangent) d'apporter une somme égale à celle des pays industrialisés. De leur côté, les États industrialisés, malgré un certain effort, ne veulent contribuer globalement au FIDA que pour un montant d'environ 336 millions de dollars. Les ministres des finances de l'OPEP ont vivement critiqué cette attitude, notant que « les contributions déclarées par les pays de l'O.C.D.E. n'ont pas atteint le niveau demandé ». Les ministres des finances de l'OPEP s'en sont donc réclamés, estimant de répondre favorablement à la requête émise par le secrétaire des Nations unies d'auparavant pour apporter financièrement la somme nécessaire au fonctionnement du FIDA et lui permettre d'être opérationnel aussitôt que possible.

Le second sujet à l'ordre du jour des ministres des finances avait trait aux modalités de la répartition de l'autre moitié du fonds spécial de l'OPEP (1). Ils ont tracé les grandes lignes (catégorie de pays, définition des projets) de cette aide aux pays les plus pauvres. Les détails de sa répartition devaient être débattus à huis clos à Vienne samedi 7 août et dimanche 8 août par le comité des gouverneurs de l'OPEP. Selon M. Zaher, porte-parole de l'Organisation, il semble que les pays bénéficiaires de cette aide directe seraient les mêmes que ceux qui ont été retenus par les Nations unies pour recevoir les affectations du FIDA. Les sommes distribuées le seraient sous forme de crédits à long terme (vingt ou trente ans) et libérés de tout intérêt. Elles seraient destinées d'une part à compenser le déficit de la balance des paiements des pays concernés, d'autre part, à favoriser le développement de leurs projets industriels.

ANITA RIND.

(1) Le Fonds spécial de l'OPEP a été créé au début de 1976. Initialement, il devait être doté de 1 milliard de dollars. Cette somme a été ensuite réduite à 800 millions de dollars. Voici la part des trente pays membres du Fonds : Iran, 210 millions de dollars (26,25 %) ; Arabie Saoudite, 200 millions (25,25 %) ; Venezuela, 112 millions (14 %) ; Koweït, 72 millions (9 %) ; Irak, 40 millions (5 %) ; Libye, 40 millions (5 %) ; Émirats arabes unis, 30 millions (4,25 %) ; Algérie, 20 millions (2,5 %) ; Qatar, 18 millions (2,25 %). Quant à l'Équateur, au Gabon et à l'Indonésie, leur contribution est considérée comme « symbolique » : ils ne participent au Fonds que pour environ 1 million de dollars chacun.

L'INFLATION VAINCUE EN SUISSE PRIX : + 2 % L'AN

Le coût de la vie n'a augmenté que de 0,2 % en Suisse pendant le mois de juillet. En un an (juillet 1976 comparé à juillet 1975), le prix ont augmenté de 1,5 %. C'est la première fois depuis 1968 que le taux annuel d'inflation redescend en dessous de 2 %. Ces résultats remarquables sont obtenus malgré le renchérissement des légumes, des œufs, de la crème, de la boulangerie. Il n'est pas nécessaire d'aller chercher bien loin les raisons de l'excellente santé du franc suisse.

Malgré la reprise de l'embauche

LE CHOMAGE AUGMENTE DE NOUVEAU AUX ÉTATS-UNIS

Aux États-Unis, en dépit de la reprise de l'embauche, le nombre des chômeurs a augmenté en juillet, comme cela avait déjà été le cas en juin. Il atteint de nouveau 7,4 millions, soit 280 000 de plus qu'en juin, et représente maintenant 7,8 % de la population active, contre 7,3 en mai dernier. Pourtant, souligne le département du travail, 400 000 personnes supplémentaires ont trouvé du travail en juillet, portant les effectifs de l'emploi au niveau record de 87,9 millions. L'administration américaine explique cette apparente contradiction par le retour sur le marché du travail d'un grand nombre de personnes — des femmes surtout — qui avaient renoncé à chercher une situation durant la récession. Le chômage avait diminué plus rapidement que prévu aux États-Unis pendant les premiers mois de l'année sous l'effet de la forte reprise des affaires. Mais l'augmentation des deux derniers mois compromet les prévisions de l'administration selon lesquelles le taux de chômage tomberait en dessous de 7 % à la fin de l'année. Les résultats de juin et de juillet vont donner des armes aux démocrates, dont le programme électoral est largement fondé sur la lutte contre le chômage.

POLAROID MARQUE UN POINT DANS LA BATAILLE JURIDIQUE QUI L'OPPOSE A KODAK

Polaroid, le célèbre fabricant d'appareils photographiques à développement instantané, a gagné le premier round du combat qu'il a entamé contre Kodak, auquel il reproche d'avoir copié ses brevets. Un tribunal de Londres vient en effet d'enjoindre à la filiale britannique de Kodak de ne pas fabriquer ni de vendre en Grande-Bretagne de matériel photographique à développement instantané, cela temporairement. Eastman Kodak a immédiatement annoncé son intention de faire appel de cette décision.

DÉMOGRAPHIE

Météo et natalité

Que les saisons et les modifications des rythmes de travail aient une influence sur la fréquence des mariages selon les mois, cela paraît assez évident : actuellement, on se marie beaucoup en juillet et en août dans la France industrielle, alors qu'il y a encore un demi-siècle l'été était réservé au travail agricole, les épousailles ne se faisant qu'après l'autunno. Que la troid ait lui aussi des conséquences sur la mortalité, là encore, cela paraît évident : lors du mauvais hiver qui a régné fin 1969 et de l'épidémie de grippe qui a suivi, le nombre de décès a été, en décembre, de 75 000, au lieu de 50 000 l'année précédente. Mais que la chaleur ait une influence certaine sur la natalité, le constat paraît surprenant. Les journées chaudes de juin et de début juillet entraînent-elles, neuf mois après, une chute de la natalité ? L'évolution des dépressions météorologiques aurait-elle un impact sur la conception, provoquant une dépression démographique ? A la suite de l'été particulièrement chaud de 1947, les démographes ont étudié la corrélation entre la chaleur et les naissances. Surprise, neuf mois après, le nombre des bébés était nettement inférieur à celui observé durant la même période un an plus tôt : 217 483 durant le deuxième trimestre 1948, au lieu de 228 419, soit 12 000 de moins environ, en pleine époque dite « de baby-boom ». Accident de parcours ? Les démographes ont remonté le temps, et, nouvelle surprise : selon une étude de M. Jacques Voranger, parue dans Population (n° 1, 1953), le même phénomène s'est produit après les étés chauds de 1859, 1876, 1884, 1899, 1904, 1911, 1933... Et de conclure : « Plus la température est élevée, moins il y a d'enfants conçus en été ». Prudent, le démographe ajoutait : « Cette conclusion a cependant besoin de confirmations ». La printemps 1977 nous dira si la température est « directement responsable », cette fois encore, des fluctuations des conceptions.

FAITS ET CHIFFRES

● LE TRAFIC FERROVIAIRE est redevenu progressivement normal ce samedi 7 août dans le Midi de la France après la fin de la grève des agents de conduite C.G.T. et C.F.D.T. La crenclée jeudi dans la région de Montpellier et vendredi dans les régions de Marseille et de Toulouse pour protester contre la création d'un nouveau grade (T.S.), ce mouvement, qui a surtout affecté les lignes locales et les transversales Alpes-Atlantique, a été très largement suivi, indiquant-on aussi bien à la direction de la S.N.C.F. que de source syndicale.

● LES PROJETS DE REORGANISATION DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE FRANÇAISE que l'on prête à M. d'Ornano (le Monde du 6 août) inquiètent la fédération chimie de la C.F.D.T., qui se demande « à quel service la restructuration envisagée ». Les syndicats interrogent le ministre de l'Industrie sur les garanties d'emploi qui seront accordées aux salariés et réclament « un débat public » sur les projets de restructuration.

● CITROËN EN ESPAGNE. — Citroën va construire une nouvelle usine de production dans la zone industrielle d'Ornès, en Espagne. Le groupe Citroën-Feuillet envisage un investissement de 3 milliards de pesetas. Les négociations pour l'installation à Ornès avaient débuté il y a trois ans. La nouvelle usine procurera quatre mille emplois nouveaux. — (A.F.P.)

هنا من أجل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. AFRIQUE
3. EUROPE

4. PROCHE-ORIENT
AMÉRIQUES
ASIE

LE MONDE AUJOURD'HUI

PAGES 5 A 10

— La « Ombre » : un pèlerin à La Mecque, par Jean-Michel Durand-Souffland.
— Au fil de la semaine : les durs et les tendres, par Pierre-Yves Fassin.
— Lettres de Chine, par René Servais.
— Revue des revues, par Yves Fassin.
— RADIO-TELEVISION : Faits divers sur TF1 : six jours de société, par Martin Sironi ; la réalisation de la « Chénine », par Jacques Sclier ; F&A et la culture africaine : une création seconde et en mouvement, par Anne Rey.

10. FÉLÉTON
11. FAITS DIVERS - SPORTS
12-13. ARTS ET SPECTACLES
14. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
15. LA VIE ÉCONOMIQUE
ET SOCIALE
16. LA SEMAINE FINANCIÈRE

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (6 à 8)
Annonces classées (14) ; An-
jourd'hui (15) ; Carnet (15) ;
Journal officiel (16) ; Méteo-
rologie (18) ; Mots croisés (18).

HANOÏ ET BANGKOK S'EN- GAGENT A NE PAS LAISSER LEURS TERRITOIRES SERVIR DE BASE A UNE AGRESSION.

L'accord signé à Hanoï, vendredi 6 août, entre le ministre des affaires étrangères vietnamites, M. Triph, et son homologue thaïlandais, M. Pichai, annonce l'établissement de relations diplomatiques et définit quatre principes qui doivent présider aux rapports entre les deux pays. L'un est l'engagement à ne pas s'engager mutuellement, à respecter leurs intérêts mutuels et les principes de la coexistence pacifique. En second lieu, aucun des deux pays ne permettra que son territoire serve de base de départ pour toute invasion, directe ou indirecte. Une commission mixte chargée du rapprochement des cinquante mille vietnamiens établis en Thaïlande depuis la prise de pouvoir d'Indochine sera d'urgence créée. En ce qui concerne la Laos, M. Pichai a indiqué à son retour à Bangkok que les dirigeants laotiens se sont engagés à résister à tous les pressions des deux camps, et souhaitent le retour au Laos de leurs ressortissants réfugiés en Thaïlande. Il a ajouté que le gouvernement laotien avait admis la présence de Soviétiques, de Cubains et de Chinois sur son territoire, en précisant qu'ils aident à la reconstruction du pays. — (A.F.P.)

En application de l'amnistie

PREMIÈRE LIBÉRATION D'UN MEMBRE DE L'UNION MILITAIRE DÉMOCRATIQUE ESPAGNOLE

Madrid (A.F.P.) — Le premier des officiers de l'Union militaire démocratique à bénéficier de l'amnistie a été libéré ce samedi matin 7 août à Carabagna. Le capitaine Fernán Ibarra Reyes, trente-neuf ans, capitaine d'artillerie, a été mis en liberté peu après 10 heures locales. Il avait été condamné à sept ans et demi de prison, la peine la plus lourde après celle du commandant Otero, lors du conseil de guerre du 12 mars à Hoyo de Manzanares. Deux autres officiers, les capitaines Restituto Valero Ramos et Manuel Fernandez Lago, sont encore emprisonnés à Ceuta, en Afrique, et deux autres, le commandant Luis Otero et le capitaine Jesus Matín Consuegra, à la prison militaire de Ferrol del Caudillo. Le 22 juillet, le capitaine Fernando Reilen, condamné à quatre ans de prison, avait été libéré après avoir purgé sa peine. Ces officiers, bien que libérés, ne pourront toutefois pas réintégrer l'armée.

Le numéro du « Monde », daté 7 août 1976 a été tiré à 488 676 exemplaires.

EN MARGE DU SÉJOUR DE M. CEAUSESCU EN CRIMÉE

La Roumanie paraît prête à améliorer ses relations avec l'Union soviétique

Vienne. — Les relations roumano-soviétiques connaissent actuellement un cours ascendant. Le signe le plus manifeste en est le séjour qu'effectue, depuis le 2 août en Crimée, M. Ceausescu. Le chef du parti et de l'Etat roumain, qui est accompagné de sa femme Elena, de son fils Nicu, membre du bureau

du comité central de l'union de la jeunesse communiste, et de l'un de ses collaborateurs les plus proches, M. Stefan Andrei, secrétaire du comité central, doit passer à Pétersbourg, où il est arrivé vendredi, une partie de ses vacances. Ces deux dernières années, M. Ceausescu s'était abstenu de sacrifier à ce rite.

De notre correspondant

tendance, ces derniers mois, à se multiplier. M. Ceausescu, pour sa part, ayant rencontré M. Brejnev à deux reprises, le 30 juin à Berlin, en marge de la conférence des partis communistes, et le 3 août, en Crimée. Selon l'agence Agerpress, au cours de cette dernière visite, « l'unité de vues toujours plus étroite sur les problèmes de développement » par les deux parties, et particulièrement floue sur « le développement et l'approfondissement des relations multilatérales » a été remplacée par un terme plus précis : « il est question maintenant d'un « resserrement des liens » entre les deux partis communistes et de « l'affermissement continu des relations fraternelles entre les peuples des deux pays ».

Des motifs économiques

Deux raisons principales paraissent déterminer cet infléchissement des relations roumano-soviétiques. La première tient, semble-t-il, aux difficultés économiques que traverse la Roumanie. Les résultats du plan en 1975 ont montré, aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture, que l'appareil de production n'arrivait pas à suivre les rythmes très élevés qu'on voulait lui imposer. Le revenu national s'est élevé de 9,5 %, chiffre en soi très remarquable, mais inférieur aux 14 % prévus. La plupart des productions industrielles (énergie électrique, charbon, acier, ciment, etc.) ont été inférieures aux prévisions. Dans l'agriculture, environ 15 millions de tonnes de céréales ont été récoltées au lieu des 20 millions prévues. Le plan n'a été accompli qu'à moitié pour la production de pommes de terre. La production animale a été, elle aussi, en deca des objectifs.

Si l'on ajoute que la Roumanie, comme les autres pays communistes, doit faire face à un

important endettement vis-à-vis de l'Occident (évalué à 2 ou 2,5 milliards de dollars), et qu'elle éprouve toujours autant de difficultés à écouler ses produits à l'Occident, on comprend qu'elle essaie de trouver dans un resserrement de sa coopération avec l'U.R.S.S. une partie de la solution à ses problèmes. Le commerce avec les Soviétiques ne représente que 15 % environ de l'ensemble des échanges de la Roumanie, ce qui, pour un pays de l'Est européen, est faible et laisse de nombreuses possibilités de développement. L'hypothèse selon laquelle les Roumains auraient demandé aux Russes de leur acheter leurs exportations agricoles, en dépit des vives attaques de la gauche, n'est pas à exclure. La deuxième raison pouvant expliquer un certain rapprochement entre Bucarest et Moscou tient à des considérations idéologiques. Après la conférence de Berlin, où le droit de chaque parti communiste à définir sa propre ligne a été solennellement reconnu, les Roumains n'ont plus les mêmes motifs pour poursuivre contre les Soviétiques le même harcèlement que par le passé. Ils auraient même des raisons de s'inquiéter des libertés prises par certains partis occidentaux à l'égard de la doctrine marxiste-léniniste. Les dirigeants roumains ne peuvent en aucun cas souscrire à l'abandon de la dictature du prolétariat, ni même à l'internationalisme prolétarien, en dépit des vives attaques portées au début de l'été par M. Ceausescu contre cette notion. Le communiqué publié à l'issue de la rencontre du 3 août avec M. Brejnev souligne que les deux hommes ont mis en lumière la détermination de leurs deux partis de « contribuer par toutes les voies à la consolidation incessante de la cohésion et de la coopération des pays socialistes du mouvement communiste mondial, sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien ».

MANUEL LUCBERT.

EN RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

L'état d'alerte est maintenu

A l'issue de trois jours d'émotions à Soweto, la police sud-africaine a décidé de maintenir l'état d'alerte générale décrété dans la matinée du 6 août.

L'A.F.P. signale que les notables noirs de Soweto, dont plusieurs sont membres de l'administration, nommée par Pretoria, ont peu de chances de se faire entendre par les jeunes manifestants de la « township ». Le gouvernement sud-africain tablerait plutôt sur la lassitude tant de l'opinion blanche, de plus en plus encline à accepter la répression de Soweto, que sur celle des Africains eux-mêmes. Un bilan officiel des vic-

times s'élevait, vendredi soir, à huit tués, dont six par balles.

A Durban, la police a déclaré qu'un ancien dirigeant l'intérieur de l'Organisation des étudiants noirs (SASO) s'est « suicidé » dans sa cellule.

● A ALGER, le président de l'African National Congress (A.N.C.), M. Oliver Tambo, a déclaré à El Moudjahid que « les conditions de la lutte armée sont réunies » en Afrique du Sud.

● A NEW-YORK, pour sa part, le comité exécutif contre l'apartheid de la Commission des droits de l'homme a recommandé le 6 août que le Conseil des Nations Unies ouvre un nouveau débat sur la situation à Soweto.

Le Kenya et l'Ouganda décident de mettre un terme à leur querelle

L'Ouganda et le Kenya se sont mis d'accord le 6 août sur la fin de l'enclavement de leur pays par le principal accès à la mer et, d'abord, du pétrole de la raffinerie du port de Mombasa. L'accord conclu vendredi signifie donc que le maréchal Amin a compris qu'il s'en était pris à plus fort que lui. Une marche arrière lui a semblé préférable à un blocus économique assez efficace pour exacerber des tensions déjà sensibles au sein de l'armée et de la police ougandaises. Trois grenades ont été lancées dans la direction du chef de l'Etat à peine volé deux mois à la sortie d'une revue de jeunes recrues de la police à Kampala, même. Toutefois, cette « détente » entre les deux pays ne doit pas faire trop illusion. Aux prises avec de sérieuses difficultés chez lui, le maréchal Amin a besoin d'un répit, et les Kenyans sont d'autant plus prêts à le lui accorder qu'ils ont réussi leur démonstration : ils ont prouvé, s'il en était besoin, que la fermeture de la frontière entre les deux pays est un luxe qu'aucun régime ougandais ne peut s'offrir sans risquer le naufrage. La leçon semble avoir porté pour l'instant. Après les accolades d'usage, le président Amin se sentira-t-il lié par les termes d'un accord qui ressemble fort à une mise au pas ?

J.-C. P.

Les conséquences de la pollution à Seveso

- EN ITALIE : les femmes contaminées pourront décider d'avorter
- EN FRANCE : une enquête va être ouverte sur les défoliants

Le ministre italien de la santé, M. Luciano dal Falco, a confirmé, le vendredi soir 6 août, que les femmes contaminées par la dioxine dans la région de Seveso pourraient décider librement de recourir à l'avortement thérapeutique.

D'autre part, M. Jacques Chirac a évoqué, lors de sa visite à Castres, l'affaire de Seveso et a indiqué qu'il allait s'assurer qu'on ne fabrique pas, en France, de trichlorophénol, qui peut être à l'origine de la formation de dioxine. Le parti socialiste a, de son côté, demandé que des enquêtes soient menées et publiées sur la situation dans notre pays.

Un mois après l'accident, près de huit cents personnes ont été évacuées de la zone contaminée, et, dans les secteurs proches, plus de mille trois cents enfants quittaient leur foyer pendant la journée. Une dizaine de malades sont encore hospitalisés. Enfin, la société suisse Givaudan, dont dépend, par l'intermédiaire de sa filiale italienne ICMESA, l'usine de Seveso, a publié une mise au point.

● A ROME, le ministre de la santé, M. Luciano dal Falco, a déclaré, le vendredi 6 août, que « les pouvoirs publics s'engagent à fournir aux femmes habitant les zones touchées par le nuage toxique toutes les informations sur les effets de la dioxine sur leur organisme et sur les facteurs, afin d'aider les femmes qui voudraient recourir à un avortement thérapeutique ». Le ministre s'est référé à une sentence de la Cour constitutionnelle justifiant le recours à l'avortement dans des situations d'urgence.

● A CASTRES, M. Jacques Chirac a indiqué à la presse qu'il allait « s'assurer qu'on ne fabrique pas actuellement en France de trichlorophénol ». « S'il y avait, ici ou là, quelques fabrications, je me propose de les interdire », a précisé M. Jacques Chirac. Le trichlorophénol, qui sert notamment à la fabrication d'hexachlorophénol et d'huile défoliante, est à l'origine de la formation de dioxine. M. Chirac a indiqué, d'autre part, qu'il allait ordonner une enquête sur les conditions d'un communiqué, sur « l'origine et la composition du produit en cause, le

Centre d'écologie
de décontamination
de pollution

Assinquer somme
RANCHISE

● A GENEVE, la société suisse Givaudan, dont la filiale italienne ICMESA est propriétaire de l'usine de Seveso, a publié une mise au point sur l'accident du 10 juillet et ses conséquences sur la population. « Sur les vingt-huit personnes initialement hospitalisées, précise le communiqué, onze se sont encore pour des atteintes exclusivement dermatologiques ». Selon les médecins chargés par la société Givaudan d'examiner les malades et ayant l'expérience de cas analogues, « il n'existe pour le moment aucun danger de lésion grave ». « Contrairement à certaines informations, précise le communiqué, on n'a enregistré jusqu'ici aucun décès imputable à l'accident ».

Toutefois, selon la société Givaudan, « la zone environnante atteinte couvre 20 hectares et concerne quarante familles ». Dans la zone environnante, soit 800 hectares, la pollution est beaucoup plus importante que dans la zone intérieure. « Il est donc recommandé de ne pas aller dans la zone contaminée pour y procéder aux contrôles scientifiques nécessaires ». Elle précise, en conclusion, qu'ICMESA « n'a jamais produit de substances à usage militaire ».

Rappelons, par ailleurs, que c'est une filiale de la société Givaudan, qui fabriquait en France l'hexachlorophénol, contaminé dans le talc Morhange, dont l'usage avait entraîné, en 1974, la mort de vingt et un enfants en bas âge, dans l'Aube et les Ardennes.

GISCARD-MAO : LE MATCH DU SIÈCLE

Une délégation du mouvement Génération sociale et libérale (Jeunes giscardiens), comprenant notamment M. Henri Giscard d'Estaing, fils aîné du président de la République, est allée en Chine. Ses impressions de voyage et les conclusions politiques tirées de cette visite vont à la fois rassurer et inquiéter les dirigeants chinois.

Dans la Lettre mensuelle de G.S.L., on lit, en effet : « La Chine de Mao a atteint un niveau de développement qui en fait certainement le leader des pays du tiers-monde. Bien qu'il y ait de nombreuses insuffisances, rien ne prouve qu'une autre voie n'ait pas conduit à de meilleurs résultats, la société chinoise présente de nombreux caractères positifs ».

Les jeunes giscardiens font cependant suivre ce satisfecit de l'annonce d'un nouveau « match du siècle » : « Contrairement à ce que pensent les responsables de l'opposition française (qui en sont restés aux idées du dix-neuvième siècle), le grand débat idéologique de notre fin de siècle se situe entre, d'une part, une société libérale qui doit corriger ses injustices et qui doit s'humaniser, et, d'autre part, une société de type maoïste fondée sur une véritable révolution culturelle. Au cœur de ce débat, le grand débat est le choc Giscard-Mao ».

APRÈS DES INCIDENTS AVEC DES « RESQUILLEURS »

La municipalité d'Arles interrompt le Forum musical

A la suite d'incidents, vendredi soir, à l'entrée des arènes d'Arles, où se tenait un Forum musical, la municipalité (Union démocratique) de la ville a décidé de ne pas autoriser les représentations suivantes. Etaient inscrits au programme de ce week-end : Sun Ra, Sam Rivers, Cecil Taylor, Archie Shepp, etc.

De notre envoyé spécial

Arles. — Alors que les nombreux festivals de musique de l'été n'ont été marqués par aucun incident notable, le Forum musical consacré aux « resquilleurs » a été interrompu à 18 heures aux arènes d'Arles à la suite de violents échauffourées. Il semblait que le service d'ordre prévu, l'Agence lyonnaise de sécurité, engagée par l'association Yasmim, organisatrice de ces deux jours de musique de jazz, de variétés, de folklore et de rock, ait voulu disperser une centaine de jeunes gens massés devant l'entrée des arènes et qui ne pouvaient assister au festival faute d'argent.

L'un des employés de l'agence de sécurité, ceux-ci revêtus d'uniformes qui peuvent les faire confondre avec des policiers — aurait employé un gaz lacrymogène en vaporisateur. De violents affrontements s'ensuivirent, où, de part et d'autre, furent lancées des bouteilles et des pierres. A la suite de plusieurs charges du « service d'ordre », qui, armés de marteaux et de bâtons, a fait plusieurs blessés sur le parvis des arènes, deux cocktails Molotov ont été lancés et une voiture a été incendiée.

Les spectateurs de l'intérieur des arènes, scandalisés depuis le début des incidents : « Laissez-les entrer ! » Le récit de Claude Nougaro ayant été interrompu, l'organisateur, M. Brazzi, et deux policiers en civil décidèrent d'ouvrir les portes, alors barricadées. Au terme de quarante minutes d'affrontements, le « service d'ordre » évacua le festival pouvait alors reprendre et se poursuivait jusqu'à 2 heures, et demie ce samedi dans le calme.

YVES BOURDE.

MEME SI VOUS MESUREZ 2 M.

NOUS VOUS HAILLONS EN PRIET-A-PORTER

LE COMITÉ D'ACCUEIL
A ORGANISÉ TOUT UN VILLAGE
L'UNISSEMENT POUR LES ACCUEILLIR

Renseignements et inscriptions :
COMITÉ D'ACCUEIL
88, bd Saint-Michel, 75006 PARIS
Tél. 325.11.61 et 326.60.97

SPORTSWEAR,
COSTUMES,
CHENILLES,
JEANS.

berdy

79, av. des Ternes - 75017 Paris
tél. : 380.35.13 - Parking gratuit



مكتبة الأمل